

LOI N° 2012-42 DU 28 DECEMBRE 2012

portant loi de finances
pour la gestion 2013.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 18 décembre 2012 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES

A - DISPOSITIONS ANTERIEURES

ARTICLE 1^{ER} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2013, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1- la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2012.



Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, le matériel informatique y compris les logiciels, les imprimantes, les parties et pièces détachées, même présentés isolément, est exonéré de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité (PCS), du prélèvement communautaire (PC) et de la taxe de statistique (T. STAT) durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Article 3 : Sont toutefois exclus du champ d'application de l'article précédent, les consommables informatiques qui demeurent soumis aux droits et taxes en vigueur.

Il en est de même de l'onduleur qui est un matériel électrique.

Article 4 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du Code des Douanes et de l'article 224 nouveau du Code Général des Impôts, les autobus, les autocars et minibus de toutes catégories, importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la TVA durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

94:

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- taxe de statistique (T. STAT).

Article 5 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013, les équipements et matériaux neufs importés ainsi que les matériaux locaux destinés à la construction des stations service, des stations trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

De même et pour la même période, les équipements neufs importés pour la rénovation des stations service, des stations trottoir et des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- redevance statistique (RS) ;
- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC).

Article 6 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013, les camions citernes importés neufs et destinés à la distribution des produits pétroliers sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Toutefois, ils restent assujettis aux droits et taxes en vigueur suivants :

- redevance statistique (RS) ;
- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC).

Article 7 : L'importation, la production ou la vente des produits destinés à l'alimentation du bétail et de la volaille, en République du Bénin, est en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Cette exonération s'étend à la Taxe de Statistique, instituée par la loi de finances pour la gestion 2003.

Y:

Ces marchandises ne supportent désormais que la redevance statistique au taux de 1% ad valorem.

Article 8 : L'importation, la production ou la vente des machines et matériels agricoles, des petites unités de transformation et de conservation de produits agricoles en République du Bénin sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend aux machines et matériels destinés à l'élevage et à la pêche ainsi qu'aux petites unités de transformation et de conservation des produits de l'élevage et de la pêche.

Toutefois, tous ces matériels acquittent au cordon douanier le prélèvement communautaire de solidarité (PCS), le prélèvement communautaire (PC) et la taxe de statistique (T.STAT).

C- NOUVELLES MESURES

Article 9 : Pour compter du 1^{er} janvier 2013, il est institué au sein des ministères et institutions de l'Etat, des régies de recettes dans le cadre de la perception des divers droits, frais et redevances par les services intermédiaires de recettes.

Le Ministre chargé des finances fixe les modalités pratiques d'organisation et de fonctionnement desdites régies de recettes.

Article 10 : Pour compter du 1^{er} janvier 2013, le montant de la taxe à l'embarquement est fixé à vingt mille (20 000) francs par passager embarquant et est incorporé au prix du billet du voyage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux voyageurs en transit.

Le reversement de cette taxe aux guichets du Trésor Public par les compagnies aériennes est fait pour le compte d'un mois donné sur la base d'une déclaration écrite au plus tard à la date 15 du mois suivant.

Les modalités pratiques de perception et de répartition sont fixées par décret pris en conseil des ministres.

Article 11 : Pour compter du 1^{er} janvier 2013, le bénéfice net des entreprises publiques au titre d'un exercice est réparti comme suit :

- 10% pour la formation d'un fonds de réserve légale. Cette dotation cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le cinquième, soit 20%, du montant du capital social ;

Y:

- 10% pour la formation d'un fonds de réserve extraordinaire. Cette dotation cesse d'être opérée lorsque le fonds de réserve extraordinaire a atteint le cinquième, soit 20%, du montant du capital social ;

- le reliquat du bénéfice net de l'exercice après constitution des réserves légale et extraordinaire est réparti comme suit :

- 9% à verser au Trésor Public au titre de l'impôt sur le revenu assis sur le revenu des valeurs mobilières ;

- 81% à reverser au Trésor Public au titre de la contribution au budget de l'Etat ;

- 10% laissé à la disposition du Conseil d'Administration pour affectation.

Article 12 : L'importation, la production ou la vente des intrants agricoles, instruments et appareils phytosanitaires en République du Bénin est exonéré de tout droits et taxes de douane, y compris, la redevance statistique.

Article 13 : L'importation, la production ou la vente des parties, accessoires et pièces détachées des machines et matériels agricoles, des petites unités de transformation et de conservation des produits agricoles, en République du Bénin, sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la TVA.

Cette exonération s'étend aux parties, accessoires et pièces détachées des machines et matériels destinés à l'élevage et à la pêche ainsi qu'aux petites unités de transformation et de conservation des produits de l'élevage et de la pêche.

Toutefois, ces parties, accessoires et pièces détachées acquittent au cordon douanier le prélèvement communautaire de solidarité (PCS), le prélèvement communautaire (PC), la taxe de statistique (T.STAT) et la taxe de voirie (TV).

Article 14 : Nonobstant les dispositions des articles 2 et 3 du code des douanes et de l'article 224 nouveau du code général des impôts, les machines et matériels destinés à la production et à la fabrication des emballages, importés, fabriqués ou vendus en République du Bénin ainsi que leurs parties, accessoires et pièces détachées sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la TVA.

Toutefois, ces machines et matériels, leurs parties, accessoires et pièces détachées acquittent au cordon douanier le prélèvement communautaire

K:

de solidarité (PCS), le prélèvement communautaire (PC), la taxe de statistique (T.STAT) et la taxe de voirie (TV).

Article 15 : Les casques de protection pour motocyclistes et cyclistes importés ou acquis en République du Bénin sont en régime d'exonération des droits et taxes de douane et de la TVA à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité (PCS), du prélèvement communautaire (PC), de la taxe de statistique (T.STAT) et de la taxe de voirie (TV).

Article 16 : Les vélos importés ou acquis en République du Bénin sont en régime d'exonération des droits et taxes de douane et de la TVA à l'exception du prélèvement communautaire de solidarité (PCS), du prélèvement communautaire (PC), de la taxe de statistique (T.STAT) et de la taxe de voirie (TV).

Article 17 : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 et nonobstant les dispositions de l'article 7 de la loi de finances, gestion 2003, le taux de la taxe de statistique (T.STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation est de 1% de la valeur en douane des produits.

Article 18 : L'article 15 de la loi de finances pour la gestion 2008 relatif à la suspension de la taxe de statistique (T.STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation par voie maritime est supprimé.

Article 19 : Pour compter du 1^{er} janvier 2013, les dispositions de l'article 3 de la loi n° 97-014 du 02 janvier 1997 portant création de la taxe sur les nuitées dans les Hôtels et Etablissements assimilés en République du Bénin sont modifiées comme suit :

Le montant de la taxe sur les nuitées est fixé à mille (1 000) francs CFA. Cette taxe incorporée à la facture du client et perçue à la caisse de l'Etablissement, est versée au Trésor Public.

Article 20 : Pour compter du 1^{er} janvier 2013, les dispositions de l'article 9 de la loi n° 2010-01 du 1^{er} janvier 2010, portant loi de finances pour la gestion 2010 sont modifiées comme suit :

Les deux (2) composantes de la redevance sur les communications GSM sont :

- la composante redevance relative à l'appel international entrant à raison de vingt-trois (23) francs CFA la minute ;

- la composante redevance relative aux autres appels sur chaque réseau à raison de deux (2) francs CFA la minute. Ne sont pas concernés par cette redevance, les appels ci-après : les communications par messagerie (SMS), les numéros courts (moins de huit (8) chiffres), les roaming et les appels internet (émissions et réceptions).

Handwritten mark

Article 21 : Les dispositions du Code Général des Impôts (CGI) sont modifiées et reprises comme suit :

LIVRE PREMIER

PREMIERE PARTIE

IMPOTS D'ETAT

TITRE PREMIER

IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES

CHAPITRE I

IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION

Sous-section II

Exonérations

Article 7 :

Alinéa 1^{er} : supprimé ;

Alinéa 2 : sans changement.

SECTION II

**DETERMINATION DES BENEFICES OU DES REVENUS NETS
CATEGORIELS**

Sous-section 1

Bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles

II. Détermination du résultat imposable

A. Principe général

Article 22 :

Alinéas 1 à 3 : sans changement ;

Alinéa 4 :

Sont exclus de la déduction ci-dessus, les produits des titres émis par les Etats membres de l'UEMOA, les collectivités publiques et leurs démembrements, les produits des prêts non représentés par des titres négociables, ainsi que les produits des dépôts et comptes courants, lorsqu'ils sont encaissés par et pour le compte des banques ou établissements de

Y:

gestion de valeurs mobilières, ainsi que des sociétés et compagnies autorisées par le Gouvernement à faire des opérations de crédit foncier.

Sous-section 4

Revenu des capitaux mobiliers

I. Revenus des valeurs mobilières

A. Champ d'application

3° Exonérations

Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)

Article 73 bis :

Les revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et les autres formes de placement collectif agréées par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) sont exonérés de l'impôt applicable aux revenus des valeurs mobilières.

Les plus-values résultant des cessions de parts ou actions d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et de toute autre forme de placement collectif agréée par le CREPMF effectuées par leurs adhérents sont exonérées de l'impôt applicable aux revenus des valeurs mobilières.

D. Tarif de l'impôt

Article 88 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 :

Ce taux est réduit à :

- 10 % pour les produits des actions régulièrement distribués ;
- 7% pour les produits des actions régulièrement distribués par les sociétés cotées sur une bourse des valeurs agréées par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers au sein de l'UEMOA ;
- 7% pour les plus-values dégagées lors des cessions d'actions et perçues par des particuliers.

41

Article 89 :

Le taux applicable est de 6% pour les revenus des obligations et pour les lots et primes de remboursements payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

Toutefois, le Gouvernement est autorisé à fixer par acte réglementaire un taux applicable inférieur à 6% lorsque les obligations ont une durée supérieure ou égale à cinq (5) ans et sont émises pour financer des investissements dans des secteurs prioritaires du programme de développement du Bénin.

En ce qui concerne le produit des obligations émises par les Etats membres de l'UEMOA ainsi que celles émises par les collectivités publiques et leurs démembrements, ce taux est réduit à :

- 3% lorsque la durée des obligations est comprise entre cinq (05) et dix (10) ans ;

- 0% lorsque la durée des obligations est supérieure à dix (10) ans.

Le taux applicable est de 5% pour les plus-values dégagées lors des cessions d'obligations.

Sous-section 5

Revenus fonciers

I- Champ d'application

C- Détermination du revenu imposable

Article 115 :

Les charges de la propriété, déductibles pour la détermination du revenu net comprennent :

a. les dépenses de réparation et d'entretien, à l'exclusion des frais correspondant à des travaux de construction, de reconstruction, d'agrandissement ou de grosses réparations, les frais de gérance et de rémunération des gardiens et concierges effectivement supportés par le propriétaire ;

b. sans changement ;

c. une déduction forfaitaire fixée à 30% des revenus bruts, représentant les frais relatifs à l'assurance et à l'amortissement ;

d. sans changement ;

Le reste sans changement.

II – Obligations des contribuables

Article 121 :

Alinéa 1 : Pour fixer la base imposable, l'administration fiscale peut adresser une demande de renseignements. L'absence de réponse, dans un délai de trente (30) jours, est sanctionnée par la pénalité prévue à l'article 1096 bis du présent Code. En cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

Alinéa 2 : sans changement.

SECTION V

CONTROLE DES DECLARATIONS

Article 133 :

Alinéas 1 et 2 : sans changement ;

Alinéa 3 :

Toutes les demandes écrites doivent indiquer explicitement les points sur lesquels l'inspecteur juge nécessaire d'obtenir des éclaircissements ou des justifications et assigner au contribuable, pour fournir sa réponse, un délai de trente (30) jours.

SECTION VI

CALCUL DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

I- Impôt minimum

Article 137 :

Alinéa 1^{er} : Le montant de l'impôt résultant de l'application du barème et des réductions pour charge de famille ne peut en aucun cas être inférieur à un minimum, déterminé suivant chaque catégorie de revenu ainsi qu'il suit :

- le montant de l'impôt sur le revenu des contribuables réalisant des revenus industriels, commerciaux et non commerciaux, artisanaux et agricoles ne peut être inférieur à 1% des produits encaissables. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent mille (200 000) francs CFA.

Toutefois, en ce qui concerne les contribuables réalisant des revenus non commerciaux ayant opté pour la comptabilité d'engagement, le montant de l'impôt ne peut être inférieur à 1% des produits encaissés. Ce

5:

montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent mille (200 000) francs CFA.

Le reste sans changement.

III. Dispositions particulières à certains contribuables

4. Contribuables ne disposant que de revenu foncier inférieur ou égal à trois millions (3 000 000) de francs CFA

Article 143 bis :

Par dérogation aux dispositions des articles 9, 114 à 116 du Code Général des Impôts, le montant de l'impôt sur le revenu des personnes ne disposant que de revenus fonciers bruts de montant annuel inférieur ou égal à trois millions (3 000 000) de francs CFA est déterminé par application d'un taux unique de 20% aux revenus locatifs nets obtenus, après la déduction des charges de propriété prévues par l'article 115 points c et d du présent Code.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPOTS VISES AUX

CHAPITRES PREMIER ET DEUXIEME

SECTION II

DECLARATIONS DES COMMISSIONS, COURTAGES, RISTOURNES, HONORAIRES, DROITS D'AUTEUR, REMUNERATIONS D'ASSOCIES ET PARTS DE BENEFICE

Article 166

Alinéa 1 : Les dispositions des articles 163 et 165 ci-dessus ne seront appliquées qu'après un refus d'obtempérer dans les trente (30) jours de la mise en demeure de produire les déclarations, adressée au contribuable de déclarer les sommes en cause ou de régulariser les erreurs relevées sur la déclaration.

Alinéa 2 : sans changement.

CHAPITRE V

REGIME FISCAL DES PETITES ENTREPRISES

SECTION I

LE FORFAIT CLASSIQUE

II- Procédure de fixation du bénéfice forfaitaire

Article 197 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : L'évaluation est notifiée au contribuable sous pli recommandé. L'intéressé dispose d'un délai de trente (30) jours à partir de la réception de cette notification pour faire parvenir son acceptation ou formuler ses observations en indiquant le chiffre qu'il sera disposé à accepter, le défaut de réponse dans le délai prévu est considéré comme une acceptation.

Alinéa 3 : sans changement.

Article 199 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : En vue de l'application des dispositions ci-dessus, les contribuables sont tenus de faire parvenir à l'agent chargé de l'assiette de l'impôt dans les trente (30) jours de la réception de la demande qui leur est adressée, une déclaration établie en triple exemplaires et devant comporter les renseignements suivants :

- la valeur des immobilisations affectées à l'exploitation ;
- la liste des dix principaux fournisseurs et clients de l'entreprise ;
- le montant des achats de l'année précédente, ventilé par nature des marchandises achetées ;
- le prix de revient des stocks au 1^{er} janvier et au 31 décembre de ladite année, ventilé par nature des marchandises stockées ;
- le montant du chiffre d'affaires pendant la même année, ventilé par nature des marchandises vendues ;
- le nombre de leurs ouvriers ou employés avec indication de leur qualification professionnelle et du montant global des salaires payés à leur personnel pendant la même année, soit en espèces soit en nature ;
- le montant annuel de leurs loyers professionnels et privés ;
- le nombre et la puissance de leurs automobiles utilitaires ou de tourisme ;
- la liste des personnes vivant à leur foyer ;
- la superficie de leur exploitation agricole en rapport.

xi

SECTION II

TAXE UNIQUE SUR LES TRANSPORTS ROUTIERS

Article 205 :

Alinéas 1 à 3 : sans changement ;

Alinéa 4 :

- quiconque aura délivré, utilisé ou présenté une fausse quittance ou une quittance falsifiée pour échapper au paiement de l'impôt, est passible d'une amende de un million (1 000 000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement de trois (03) à cinq (05) ans ;

- tout véhicule appréhendé pour défaut de paiement de la taxe doit être immobilisé et sa remise en circulation est subordonnée au règlement de cette taxe non seulement pour l'année en cours, mais aussi pour les années antérieures non prescrites.

TITRE II

IMPOTS INDIRECTS

CHAPITRE PREMIER

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

SECTION PREMIERE

AFFAIRES IMPOSABLES

A. Affaires imposables de plein droit

Article 219 :

Les affaires réalisées au Bénin par des personnes physiques ou morales qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale, agricole, artisanale, ou d'une activité non commerciale à l'exclusion des activités salariées, sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

B. Affaires imposables par option

Article 223 nouveau :

Peuvent être soumises à la taxe sur la valeur ajoutée sur option du redevable :

- du premier tiret au troisième tiret : sans changement ;
- quatrième tiret : les activités agricoles.

X₂

SECTION II

EXONERATIONS

A. Cas Général

Article 224 nouveau :

Points 1 à 15 : sans changement ;

Point 16 : les activités agricoles ;

Point 17 : les locations d'immeuble nu à usage d'habitation ;

Point 18 : le gaz à usage domestique.

B. Cas des exportations

Article 225 nouveau :

Sont également exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée par application d'un taux zéro à la base d'imposition, les exportations de produits et de marchandises auxquelles sont assimilés :

a) à f) : sans changement ;

g) les prestations de services directement liées aux opérations du marché financier et effectuées par les intermédiaires financiers agréés par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), notamment :

- le conseil en ingénierie financière liés aux opérations de marché ;
- la structuration et l'arrangement d'opérations liées au marché financier ;
- le placement et la garantie de placement de titres ;
- l'introduction de titres en bourse ;
- la souscription et le rachat de titres d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières et de toute autre forme de placement collectif agréé par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- le conseil en placement ou investissements boursiers ;
- la négociation de valeurs mobilières ;

Y:

- l'animation de titres sur le marché secondaire ;
- la tenue de compte de titres ;
- la conservation de titres ;
- le service financier de titres ;
- la gestion sous mandat ;
- le transfert et le nantissement de titres ;

- tout autre service lié aux activités du marché financier et considéré comme tel par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers.

Pour la réalisation des opérations visées ci-dessus, les entreprises exportatrices bénéficient du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée auprès des fournisseurs dans les conditions prévues par les articles 234 et suivants du présent chapitre.

SECTION VI

REGIME DES DEDUCTIONS

C- Conditions et modalités d'exercice du droit à déduction

Article 239 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : Le reversement est effectué par le redevable dans les trente (30) jours qui suivent l'événement ayant motivé la remise en cause du droit à déduction. Tout retard ou irrégularité entraîne l'application des sanctions prévues aux articles 262 et suivants du présent chapitre.

SECTION VII

REMBOURSEMENT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 245 nouveau :

La demande de remboursement accompagnée d'un exemplaire des documents portant TVA déductible, des déclarations d'exportation, des titres d'exportation dûment signés des responsables de la banque domiciliataire des sommes provenant des ventes à l'étranger et du bureau des douanes ayant constaté le franchissement des marchandises, de la facture d'acquisition de biens d'investissement ou de toutes pièces justificatives, est adressée au directeur général des Impôts et des Domaines.

Y.L.

SECTION VIII

OBLIGATIONS DES REDEVABLES

Article 251 :

Alinéa 1 : Tout assujetti, même occasionnel à la taxe sur la valeur ajoutée, doit souscrire une déclaration d'existence dans les trente (30) jours qui suivent celui du commencement de ses opérations ou l'ouverture de son établissement.

Alinéa 2 : sans changement ;

Alinéa 3 : Toute modification portant sur une ou plusieurs des indications ci-dessus devra être déclarée au service des Impôts dans les trente (30) jours qui suivent la date dudit changement.

Alinéa 4 : sans changement.

Article 253 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : En l'absence de déclaration mensuelle et de versement de l'impôt dû dans les trente (30) jours suivant la mise en demeure adressée par l'Administration, le contribuable fait l'objet d'une taxation d'office assortie de l'amende prévue par l'article 264 ci-après.

CHAPITRE IV

TAXE SUR LES BOISSONS

Article 263 bis nouveau :

Le taux de la taxe est fixé à :

- 7% pour les boissons non alcoolisées à l'exception de l'eau gazéifiée ;
- 10% pour les boissons non alcoolisées énergétiques ;
- 20% pour les boissons alcoolisées que sont les bières et cidres ;
- 40% pour les vins ;
- 45% pour les liqueurs et champagnes.

Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;

- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

۲۲

CHAPITRE VI

TAXE SUR LES PRODUITS DE PARFUMERIE ET COSMETIQUES

Article 274 nouveau :

Le taux de la taxe est fixé à 7%. Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE VII TER

TAXE SUR LES VEHICULES DE TOURISME DONT LA PUISSANCE EST EGALE OU SUPERIEURE A TREIZE (13) CHEVEAUX

Article 280 nouveau-9 :

Le taux de la taxe est fixé à 10%. Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE VII QUATER

TAXE SUR LES SACHETS EN MATIERE PLASTIQUE

Article 280 nouveau-12 :

Il est institué une taxe sur les sachets en matière plastique.

Cette taxe frappe toutes les importations ou cessions de sachets en matière plastique visés à l'alinéa 1 du présent article effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison au Bénin.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres ou l'affectation à la consommation.

Article 280 nouveau-13 :

Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les importations, par la mise à la consommation au sens du code des douanes ;

Yi

- pour la production, par la première cession réalisée dans les conditions définies ci-dessus.

Article 280 nouveau-14 :

Le taux de la taxe est fixé à 5 %. Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;

- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'une entreprise vendeuse et une entreprise acheteuse sont, quelle que soit leur forme juridique, dans la dépendance l'une de l'autre, la taxe spéciale ad valorem due par la première doit être assise non sur la valeur des livraisons qu'elle effectue à la seconde, mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

Article 280 nouveau-15 :

La taxe est perçue au cordon douanier par la direction générale des douanes et droits indirects pour le compte de la direction générale des impôts et des domaines. A l'intérieur, la taxe est collectée et reversée par le producteur.

Article 280 nouveau-16 :

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE X

TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES

Article 293-2 nouveau :

Sont exonérés de la taxe sur les activités financières (TAF) :

1. à 6. : sans changement ;

7. Les prestations de services directement liées aux opérations du marché financier et effectuées par les intermédiaires financiers agréés par le CREPMF, citées par l'article 225 nouveau g) du présent Code.

YL²

TITRE III

DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE ET DE PUBLICITE FONCIERE ET
HYPOTHECAIRE

TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

SOUS-TITRE II

DROITS D'ENREGISTREMENT

CHAPITRE III

DES DELAIS POUR L'ENREGISTREMENT DES ACTES ET DECLARATIONS

Marchands de biens

Article 370 :

Tous les mandats, promesses de ventes, actes translatifs de propriétés et, d'une manière générale, tous actes se rattachant à la profession d'intermédiaire pour l'achat et la vente des immeubles ou des fonds de commerce, ou à la qualité de propriétaire acquise par l'achat habituel des mêmes biens en vue de les revendre, sont assujettis à l'enregistrement dans le délai de trente (30) jours de leur date ; il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 367 pour le cas où ces actes auraient été rédigés par acte public.

CHAPITRE V

DU PAYEMENT DES DROITS ET DE CEUX QUI DOIVENT LES ACQUITTER

PAYEMENT DES DROITS AVANT L'ENREGISTREMENT

Contribution au payement

Article 392 :

Les droits des actes civils et judiciaires, comportant transmission de propriété ou d'usufruit de meuble ou immeuble, seront supportés par les nouveaux possesseurs ; et ceux de tous les autres actes le seront par les parties auxquelles les actes profiteront, lorsque dans ces divers cas il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes.

Dans tous les cas, en ce qui concerne les baux administratifs, les droits seront supportés par le cocontractant de l'Etat qui est tenu d'accomplir la formalité de l'enregistrement.

42

SOUS-TITRE III

CODE DU TIMBRE

CHAPITRE IV

TIMBRES DES QUITTANCES

TARIF

SECTION PREMIERE

DISPOSITIONS GENERALES

Article 716 :

§1- Est fixé à :

- premier tiret : supprimé ;
- 50 francs, quand les sommes sont comprises entre 1000 et 10 000 francs ;
- 100 francs, quand les sommes sont comprises entre 10 000 et 50 000 francs ;
- et au-delà, 50 francs en sus par fraction de 50 000 francs, le droit de timbre des titres de quelque nature qu'ils soient signés ou non signés, faits sous seing privé qui emportent libération ou qui constatent des paiements ou des versements de sommes.

§2- Sont frappés d'un droit de timbre-quitte uniforme de 50 francs CFA :

1- les titres comportant reçu pur et simple, libération ou déclaration de titres, valeurs ou objets, exception faite des reçus relatifs aux chèques remis à l'encaissement ;

2- les reçus constatant un dépôt d'espèces à la banque, un établissement de banque, entreprise et établissement financiers, un courtier en valeurs mobilières ou à une caisse de crédit agricole.

9/2:

SOUS-TITRE IV

EXEMPTION EN MATIERE DE TIMBRE OU D'ENREGISTREMENT

VISA EN DEBET ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

CHAPITRE PREMIER

EXEMPTIONS

Société d'encouragement à l'habitat et Logements à caractère économique et social

Article 890 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Les actes de constitution ou d'augmentation de capital des sociétés immobilières comprenant l'Etat du Bénin parmi leurs actionnaires et ayant pour objet d'améliorer les conditions de l'habitat au Bénin, soit en facilitant la construction, l'achat ou l'assainissement de maisons d'habitation dites économiques ou à bon marché, soit en construisant elles-mêmes ces habitations en vue de la vente ou de la location sont dispensés de timbre et enregistrés gratis.

Alinéa 2 : Sont également enregistrés gratis et dispensés de timbre, les actes de location-vente ou de vente d'immeubles bâtis dont le prix n'excède pas vingt millions de francs hors taxe, effectués par les personnes physiques ou morales qui se consacrent, avec l'agrément et sous le contrôle de l'administration, au développement de l'habitat économique et social.

SOUS-TITRE V

TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

SECTION II

PAIEMENT DE LA TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

PENALITES

Article 927 :

Alinéa 1 : Tout retard dans le paiement de la taxe établie par le présent chapitre, toute inexactitude, omission ou insuffisance et toute autre infraction entraînant un préjudice pour le Trésor donnent lieu au paiement d'une pénalité de :

- 20% lorsque la bonne foi du contribuable n'est pas mise en cause ;
- 40% lorsqu'il est de mauvaise foi ;

Y.

- 80% lorsqu'il a commis des manœuvres frauduleuses ou que son imposition a été fixée d'office à défaut de déclaration souscrite dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure.

Alinéas 2, 3 et 4 : sans changement.

SOUS-TITRE VI

DROITS DE PUBLICITE FONCIERE ET HYPOTHECAIRE

CHAPITRE PREMIER

DROITS ET SALAIRES DE CONSERVATION FONCIERE

SECTION PREMIERE

DROIT AU PROFIT DU TRESOR

Article 938 :

Sont également exonérés de droits et frais :

1. à 3 : sans changement ;

4- les mutations réalisées par les personnes physiques ou morales visée à l'alinéa 2 de l'article 890.

DEUXIEME PARTIE

IMPOSITIONS PERCUES AU PROFIT DES COMMUNES ET DE DIVERS ORGANISMES

TITRE PREMIER

IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES

CHAPITRE IV

CONTRIBUTIONS DES PATENTES ET DES LICENCES

SECTION PREMIERE

CONTRIBUTION DES PATENTES

IV- Dispositions spéciales à certaines catégories d'entreprises

Article 1009 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : Les marchands forains qui séjourneront plus de trente (30) jours dans la même localité sont passibles, le cas échéant, à partir du premier jour du trimestre en cours au moment de l'installation, d'un supplément des droits égal à la différence entre le montant des droits de patente déjà

4.

imposé et le montant des droits qu'ils paieraient comme marchands sédentaires dans cette localité.

VII- Formules des patentes obligations des redevables

Article 1018 :

1- Les entreprises exerçant une activité assujettie à la patente sont tenues de souscrire une déclaration d'existence en triple exemplaires, auprès des services fiscaux, dans les trente (30) jours suivant le début de leur activité.

Point 2 : sans changement ;

3- Les modifications importantes intervenant dans le fonctionnement de l'entreprise doivent également faire l'objet d'une déclaration de mise à jour en triple exemplaires auprès des services fiscaux dans un délai de trente (30) jours.

SECTION III

DISPOSITIONS COMMUNES A LA CONTRIBUTION DES PATENTES ET A LA CONTRIBUTION DES LICENCES

ANNEXE II- Tarif des patentes et des licences

TABLEAU C

Commerçant exerçant en ambulance ou en étalage

Rappel des règles particulières au tableau C

Article : 1038 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : Les marchands forains qui séjourneront plus de trente (30) jours dans la même localité seront taxés à l'un des commerces du tableau A ; la patente de marchand forain leur sera retirée et remplacée par une nouvelle formule. Ils devront acquitter : d'une part, la différence entre le droit fixe du tableau A et les taxes déterminées et variables du tableau C, d'autre part, le droit proportionnel sur la valeur locative des locaux occupés aux taux prévus par la classe d'imposition du tableau A, la différence des droits sera due à compter du premier jour du trimestre en cours au moment de l'installation.

Alinéa 3 : sans changement.

Y2

PREMIERE PARTIE

IMPOTS D'ETAT

TITRE III

TAXES UNIQUES PERCUES AU PROFIT DU BUDGET NATIONAL ET DES BUDGETS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

CHAPITRE PREMIER

TAXE FONCIERE UNIQUE

Obligations des contribuables

Article : 1084-5 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : Cependant, pour fixer la base imposable ou recouvrer l'impôt, l'Administration fiscale peut adresser une demande de renseignements. L'absence de réponse, dans un délai de trente (30) jours, est sanctionnée par une pénalité de 20 % assise sur le montant de la taxe et, en cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

CHAPITRE II

TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE

Obligations des contribuables

Article 1084-13 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : L'absence de réponse dans un délai de trente (30) jours est sanctionnée par une pénalité de 20 % assise sur le montant de la taxe et, en cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

Le reste sans changement.

42

DEUXIEME PARTIE

IMPOSITIONS PERCUES AU PROFIT DES COMMUNES ET DE DIVERS ORGANISMES

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPÔTS DES TITRES I ET III

CHAPITRE UNIQUE

COÛT ADMINISTRATIF DE L'IMPÔT

Article 1084-17 :

Le produit de la contribution foncière des propriétés bâties, de la contribution des propriétés non bâties, des contributions des patentes et des licences, de la taxe foncière unique et de la taxe professionnelle unique, est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle ces contributions sont assises, sous déduction de 10% représentant le coût administratif de l'impôt.

Un arrêté du Ministre chargé des finances précise les modalités d'application des présentes dispositions.

LIVRE DEUXIEME

TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE

DISPOSITIONS GENERALES

SECTION PREMIERE bis

DROIT DE CONTROLE

Article : 1085-A :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : sans changement ;

Alinéa 3 : Le délai accordé aux contribuables pour répondre aux demandes visées ci-dessus et d'une manière générale à toutes notifications émanant de l'administration des impôts est de trente (30) jours à compter de la date de la réception de cette notification à moins qu'un autre délai ne soit prévu par le présent Code.

YJ

I. Procédure applicable à tous les impôts et taxes des titres I et II du livre premier suite au contrôle sur pièces

B. Procédure d'imposition d'office

1° Taxation d'office

Article 1085-F :

La procédure de taxation d'office prévue à l'article 1085-E ci-dessus n'est applicable que si le contribuable n'a pas régularisé sa situation dans les trente (30) jours de la notification d'une mise en demeure.

III. Vérification de comptabilité

Article 1085 ter-2 :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : Les demandes visées au premier alinéa doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause. Elles doivent, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui est de trente (30) jours, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total une durée de quarante cinq (45) jours.

Alinéa 3 : Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai de trente (30) jours en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite. Cette mise en demeure doit rappeler les sanctions applicables en cas de défaut de réponse.

IV. Examen contradictoire de la situation fiscale personnelle

Article 1085 quater :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : sans changement ;

Alinéa 3 : Cette période est prorogée du délai accordé, le cas échéant, au contribuable et, à la demande de celui-ci, pour répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications pour la partie qui excède les trente (30) jours prévus à l'article 132 du présent Code.

Alinéa 4 : Elle est également prorogée du délai évoqué ci-dessus et des délais nécessaires à l'Administration pour obtenir les relevés de compte

Y2

lorsque le contribuable n'a pas usé de sa faculté de les produire dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande de l'Administration ou pour recevoir les renseignements demandés aux autorités étrangères, lorsque le contribuable a pu disposer de revenus à l'étranger ou en provenance directe de l'étranger.

La période mentionnée au troisième alinéa est portée à un an en cas de découverte, en cours de contrôle, d'une activité occulte.

SECTION VI

PENALITES ET AMENDES FISCALES APPLICABLES AUX IMPOTS ET TAXES DES TITRES I ET II DU PREMIER LIVRE

1. Pénalités de retard

a) Défaut ou retard de déclaration

Article : 1096 bis :

Alinéa 1 : sans changement ;

Alinéa 2 : sans changement ;

Alinéa 3 : Lorsque la déclaration ou l'acte n'a pas été déposé dans les trente (30) jours suivant la réception d'une mise en demeure, notifiée sous pli recommandé ou lorsque le contribuable n'a pas déposé les déclarations ou documents exigés, deux mois après la date de dépôt, la pénalité passe à 40% du montant des droits résultant de la déclaration.

b) Insuffisance de déclaration

Article 1096 ter :

b.1. Les inexactitudes ou les omissions relevées dans une déclaration ou un acte comportant l'indication d'éléments à retenir pour l'assiette ou la liquidation de l'impôt ainsi que la restitution d'une créance de nature fiscale dont le versement a été indûment obtenu de l'Etat entraînent l'application d'une pénalité d'assiette de 20% aux droits non déclarés dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un impôt insuffisant d'au moins un dixième,

Cette pénalité est portée à 40% :

- en cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel ;

- si, l'insuffisance excédant le dixième du montant de l'impôt déclaré, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Y1

Elle est portée à 80% :

- en cas de manœuvres frauduleuses ;
- en cas de taxation d'office à défaut de déclaration souscrite dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure.

b.2. La pénalité de 80% est également applicable en cas de facturation illégale de la taxe sur valeur ajoutée.

2. Amendes fiscales

Article 1096 quater :

Points a à c : sans changement ;

Point d : Les entreprises qui n'auront pas tenu une comptabilité régulière ou qui n'auront pas satisfait à la représentation des documents comptables énumérés aux articles 34 et suivants, 44 et suivants, 159 et suivants et 258 du présent Code, sont passibles d'une amende de un million (1 000 000) de francs CFA par exercice comptable.

En cas de récidive, l'amende est portée à deux millions (2 000 000) de francs CFA par exercice comptable.

Le reste sans changement.

h

II- LES RESSOURCES

Article 22 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les budgets annexes et les comptes spéciaux du trésor (CST) ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmés pour l'année 2013.

Article 23 : Les ressources de la loi portant loi de finances pour la gestion 2013 sont évaluées à 1 044 494 millions de francs CFA et comprennent :

A- Les ressources intérieures (dont les CST)..... 796 060 millions de francs CFA

- recettes des administrations financières.....735 100 millions de francs CFA :

* douanes..... 356 000 millions de francs CFA ;

* impôts.....329 000 millions de francs CFA ;

* trésor.....50 100 millions de francs CFA ;

- budget annexe : budget du fonds national des retraites

du Bénin (FNRB) 24 221 millions de francs CFA ;

- budget de la caisse autonome

d'amortissement (CAA) 4 000 millions de francs CFA ;

- budget du fonds routier..... 3 679 millions de francs CFA ;

- comptes spéciaux du trésor..... 9 060 millions de francs CFA.

B- Les ressources intérieures exceptionnelles :.....60 325 millions de francs CFA

- ressources exceptionnelles de trésorerie :..... 46 325 millions de francs CFA

- autres ressources exceptionnelles (Tirage FMI) :...14 000 millions de francs CFA.

C- Les ressources extérieures188 109 millions de francs CFA

- dons projets..... 62 300 millions de francs CFA ;

- prêts projets..... 67 600 millions de francs CFA ;

- allègement de la dette..... 26 209 millions de francs CFA ;

- aides budgétaires..... 32 000 millions de francs CFA.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 24 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 25 : Il est prévu, au titre de la gestion 2013, des recrutements sur concours d'agents contractuels et d'agents permanents de l'Etat pour le compte des ministères et institutions de l'Etat.

Article 26 : Le montant des crédits ouverts au budget général de l'Etat pour la gestion 2013 est fixé à **1 009 847 millions de francs CFA** se décomposant comme suit :

- dépenses ordinaires 681 447 millions de francs CFA ;
- dépenses en capital..... 272 900 millions de francs CFA ;
- dépenses du budget annexe..... 44 500 millions de francs CFA ;
- dépenses des autres budgets..... 11 000 millions de francs CFA.

B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 27 : Les charges nettes de la présente loi portant loi de finances pour la gestion 2013 sont évaluées à **1 044 494 millions de francs CFA** se décomposant comme ci-après :

- crédits ouverts au budget général de l'Etat,
gestion 2013..... 1 009 847 millions de francs CFA ;
dont variation nette des arriérés17 400 millions de francs CFA ;
- comptes spéciaux du trésor 34 647 millions de francs CFA.

42

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 28-a : La présente loi portant loi de finances pour la gestion 2013 dégage, par rapport aux ressources intérieures, un besoin de financement de 248 434 millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

X¹

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2013

(En millions de francs CFA)

| OPERATIONS | RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDES | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 |
| A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF | 737 479 | 794 500 | 995 249 | 1 039 914 | - 257 770 | - 245 414 |
| I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT | 709 979 | 767 000 | 965 182 | 1 009 847 | - 255 203 | - 242 847 |
| 1 - Budget des institutions et ministères | 680 100 | 735 100 | 894 082 | 936 947 | - 213 982 | - 201 847 |
| a - Recettes des régies | 680 100 | 735 100 | | | 680 100 | 735 100 |
| b - BIAC | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| c - Dépenses ordinaires hors arriérés | | | 621 719 | 664 047 | - 621 719 | - 664 047 |
| d - Dépenses en capital | | | 272 363 | 272 900 | - 272 363 | - 272 900 |
| 2 - Budget annexe | 22 200 | 24 221 | 40 800 | 44 500 | - 18 600 | - 20 279 |
| - Fonds national des retraites du Bénin | 22 200 | 24 221 | 40 800 | 44 500 | - 18 600 | - 20 279 |
| 3 - Autres budgets | 7 679 | 7 679 | 10 900 | 11 000 | - 3 221 | - 3 321 |
| a - Caisse autonome d'amortissement | 4 000 | 4 000 | 1 900 | 2 000 | 2 100 | 2 000 |
| b - Fonds routier | 3 679 | 3 679 | 9 000 | 9 000 | - 5 321 | - 5 321 |
| 4 - Variation nette des arriérés | | | 19 400 | 17 400 | - 19 400 | - 17 400 |
| II - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE | 27 500 | 27 500 | 30 067 | 30 067 | - 2 567 | - 2 567 |
| - Compte SYDONIA | | | 2 567 | 2 567 | - 2 567 | - 2 567 |
| - Compte Opérati ^o Maintien Paix à l'Extérieur | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 0 | 0 |
| - Compte éducation (appui ciblé) | 15 500 | 15 500 | 15 500 | 15 500 | 0 | 0 |
| B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE | 20 864 | 1 560 | 21 300 | 4 580 | - 436 | - 3 020 |
| I - COMPTES DE PRÊT | 1 614 | 560 | 2 300 | 580 | - 686 | - 20 |
| II - COMPTES D'AVANCE | 19 250 | 1 000 | 19 000 | 4 000 | 250 | - 3 000 |
| SOUS-TOTAL | 758 343 | 796 060 | 1 016 549 | 1 044 494 | | |
| BESOIN DE FINANCEMENT DE LA LOI DE FINANCES | | | | | - 258 206 | - 248 434 |
| C - FINANCEMENT DU DEFICIT | 258 206 | 248 434 | | | | |
| D - RESSOURCES INTERIEURES EXCEPTIONNELLES | 65 114 | 60 325 | | | | |
| 1- RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE TRESORERIE | 65 114 | 46 325 | | | | |
| 2- AUTRES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES (TIRAGE FMI) | 0 | 14 000 | | | | |
| E - RESSOURCES EXTERIEURES | 193 092 | 188 109 | | | | |
| I- DONS PROJETS | 93 466 | 62 300 | | | | |
| II- PRETS PROJETS | 53 306 | 67 600 | | | | |
| III- ALLEGEMENTS DE LA DETTE | 25 520 | 26 209 | | | | |
| IV- AIDES BUDGETAIRES | 20 800 | 32 000 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 1 016 549 | 1 044 494 | 1 016 549 | 1 044 494 | 0 | 0 |

Article 28-b : Le besoin de financement dégagé par la présente loi de finances sera couvert essentiellement par :

- l'utilisation des ressources de **60 325 millions de francs CFA** composées de :

* ressources exceptionnelles de trésorerie46 325 millions de francs CFA ;

* autres ressources exceptionnelles (Tirage FMI).14 000 millions de francs CFA

- l'utilisation des ressources extérieures de 188 109 millions de francs CFA se décomposant comme suit :

* dons projets..... 62 300 millions de francs CFA ;

* prêts projets..... 67 600 millions de francs CFA ;

* allègement de la dette..... 26 209 millions de francs CFA ;

* aides budgétaires..... 32 000 millions de francs CFA.

Article 28-c : Le Ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en l'an 2013, dans les conditions fixées par décret, à des emprunts à court, moyen et long termes libellés en francs CFA devant servir à contribuer au financement de la loi de finances.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I

MOYENS DES SERVICES

I- BUDGET GENERAL

Article 29 : Les crédits ouverts au budget général de l'Etat pour la gestion 2013 sont arrêtés à 1 009 847 millions de francs CFA.

Ces crédits sont répartis par institution de l'Etat et par ministère conformément aux tableaux en annexe.

Article 30 : Les crédits ouverts aux institutions de l'Etat et ministères au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à **681 447 millions de francs CFA** et sont répartis comme suit :

1- dette publique.....110 447 millions de francs CFA ;

- 2- dépenses de personnel..... 304 113 millions de francs CFA ;
- 3- dépenses de fonctionnement.....107 893 millions de francs CFA ;
- 4- dépenses de transfert.....158 994 millions de francs CFA.

Article 31 : Les crédits ouverts pour la gestion 2013, au titre des dépenses en capital, sont chiffrés à 272 900 millions de francs CFA.

II - BUDGET ANNEXE

Article 32 : Le montant des crédits ouverts au fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2013 est fixé à 44 500 millions de francs CFA.

III - AUTRES BUDGETS

Article 33 : Les crédits ouverts aux autres budgets pour la gestion 2013 sont chiffrés à 11 000 millions de francs CFA et se décomposent comme suit :

- caisse autonome d'amortissement (CAA)....2 000 millions de francs CFA

(dépenses de fonctionnement) ;

- Fonds routier (FR) 9 000 millions de francs CFA (non compris la subvention de 900 millions de francs CFA du budget général).

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 34 : Le Ministre chargé des finances est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements de dépenses des institutions de l'Etat et des ministères en fonction du rythme de recouvrement des recettes budgétaires.

Article 35 : Les crédits ouverts aux chapitres de la section « dépenses des exercices antérieurs » de la présente loi sont évaluatifs en application des dispositions de l'article 42 de la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois de finances (liste exhaustive en annexe).

Article 36 : Les crédits de personnel ouverts aux chapitres énumérés en annexe à la présente loi sont provisionnels en application de l'article 43 de la loi organique n° 86-021 du 26 septembre 1986 relative aux lois de finances (liste exhaustive en annexe).

h:

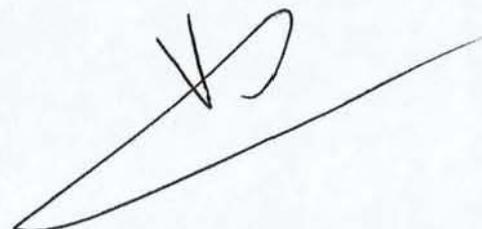
TROISIEME PARTIE
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 37: Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

ARTICLE 38 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013 sera exécutée comme loi de l'Etat.-

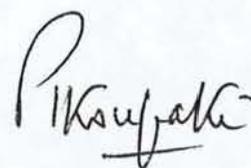
Fait à Cotonou, le 28 décembre 2012,

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



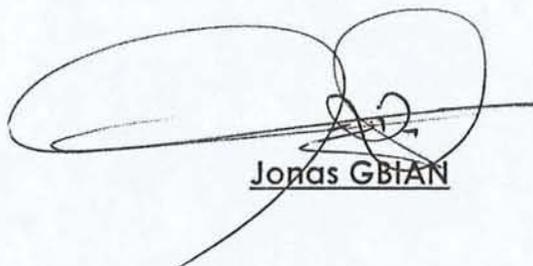
Dr Boni YAYI

Le Premier Ministre Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale,
de l'Evaluation des Politiques Publiques,
du Programme de Dénationalisation et du Dialogue Social,



Pascal Irénée KOUPAKI

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Jonas GBIAN

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 MECPDEAP 4 MEF 4 AUTRES MINISTERES 25
DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DGCST-INSAE-IGE 4 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-
ENAM-FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.



ANNEXES

RECAPITULATION DES PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES

(En millions de F.C.F.A)

18/12/12 5:27 PM

| SEC Y O N S | INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES | GESTION 2012 | | | | | | GESTION 2013 | | | | | | Variation en % | | |
|----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|------------|
| | | Depenses de personnel | Achats de biens et services | Depenses de transfert | Acquisitions et Grosses Réparations | Financement Individuel | Financement en capital | Total 2012 | Depenses de personnel | Achats de biens et services | Depenses de transfert | Acquisitions et Grosses Réparations | Financement Individuel | | Financement en capital | Total 2013 |
| 20 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 1 372 642 | 5 311 543 | 1 518 020 | 1 203 183 | 805 282 | 0 | 10 270 870 | 635 590 | 3 770 447 | 45 000 | 763 300 | 1 177 420 | 0 | 6 301 847 | 0,8% |
| 10 | ASSEMBLEE NATIONALE | 5 467 741 | 3 644 260 | 161 500 | 478 850 | 0 | 0 | 9 752 351 | 5 099 205 | 3 749 879 | 161 500 | 346 350 | 0 | 0 | 9 318 034 | 1,9% |
| 11 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 570 234 | 378 099 | 2 241 | 43 502 | 100 000 | 0 | 1 027 285 | 652 489 | 338 099 | 2 241 | 43 203 | 0 | 0 | 1 026 034 | 0,14% |
| 12 | COUR SUPREME | 953 532 | 570 318 | 268 458 | 391 414 | 104 563 | 0 | 1 906 676 | 2 877 862 | 2 877 862 | 30 414 | 0 | 0 | 0 | 1 976 678 | 0,27% |
| 13 | CONSEIL ECONOMIQUE & SOCIAL | 1 026 592 | 351 932 | 34 000 | 39 330 | 0 | 0 | 1 431 854 | 1 056 445 | 34 000 | 34 000 | 37 259 | 0 | 0 | 1 541 106 | 0,21% |
| 14 | HAUTE AUTORITE AUDIO & COMM. | 638 648 | 506 671 | 0 | 200 000 | 0 | 0 | 1 347 319 | 639 502 | 506 671 | 50 000 | 202 000 | 0 | 0 | 1 388 173 | 0,19% |
| 15 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 262 544 | 275 498 | 31 276 | 49 676 | 0 | 0 | 614 994 | 271 332 | 49 351 | 41 368 | 49 351 | 0 | 0 | 637 549 | 0,09% |
| 21 | PRIMAIRE | 250 000 | 1 050 000 | 650 000 | 300 000 | 320 000 | 0 | 2 520 000 | 261 910 | 945 000 | 650 000 | 320 196 | 0 | 0 | 2 436 106 | 0,34% |
| 22 | M.C.O.N. | 30 954 460 | 4 498 224 | 253 607 | 1 548 496 | 2 679 871 | 0 | 39 933 366 | 33 319 244 | 5 348 402 | 250 428 | 1 319 320 | 2 351 399 | 0 | 42 488 793 | 5,8% |
| 25 | M.C.F. | 6 831 374 | 1 624 089 | 2 319 250 | 3 450 042 | 12 563 032 | 3 865 000 | 30 693 307 | 2 076 143 | 2 076 143 | 2 007 082 | 12 211 217 | 2 800 000 | 2 800 000 | 29 471 026 | 4,07% |
| 26 | M.J.L.D.H. | 4 114 102 | 3 326 034 | 432 969 | 89 316 | 600 000 | 0 | 10 303 408 | 9 888 254 | 445 062 | 445 062 | 3 574 126 | 700 000 | 12 138 027 | 1,8% | |
| 28 | M.C.R.I. | 259 487 | 462 655 | 262 556 | 298 894 | 124 000 | 0 | 1 344 592 | 297 213 | 294 046 | 294 046 | 188 112 | 0 | 1 574 036 | 0,22% | |
| 29 | M.C.T.I.C.P.R. | 3 811 534 | 552 788 | 2 929 225 | 44 085 | 3 140 163 | 1 300 000 | 8 348 195 | 439 497 | 467 509 | 3 011 346 | 67 220 | 2 170 000 | 10 164 138 | 1,41% | |
| 32 | M.C.P.M.E. | 807 387 | 1 531 650 | 342 129 | 3 829 969 | 8 281 700 | 20 139 000 | 1 110 529 | 729 645 | 1 674 290 | 317 916 | 2 727 622 | 5 200 000 | 11 760 002 | 1,63% | |
| 33 | M.C.H.U. | 2 275 533 | 943 843 | 1 872 446 | 170 946 | 8 281 700 | 18 700 000 | 66 724 020 | 849 439 | 1 024 874 | 231 625 | 11 504 545 | 19 600 000 | 36 348 698 | 5,2% | |
| 34 | M.S. | 13 195 702 | 7 821 599 | 17 720 111 | 1 033 646 | 8 146 245 | 0 | 10 095 588 | 7 229 420 | 18 286 711 | 1 003 646 | 11 474 823 | 14 700 000 | 71 790 189 | 9,9% | |
| 37 | M.E.R.P.M.E.D.E.R. | 1 108 849 | 1 003 897 | 441 736 | 268 544 | 21 569 840 | 23 850 000 | 48 230 966 | 603 597 | 654 105 | 307 481 | 11 096 681 | 31 400 000 | 45 300 720 | 6,2% | |
| 38 | M.O.A.T. | 1 208 344 | 850 949 | 2 446 205 | 180 056 | 800 227 | 0 | 5 545 881 | 809 722 | 2 514 699 | 162 000 | 1 164 510 | 1 530 000 | 5 976 835 | 0,33% | |
| 39 | M.A.E.P. | 6 731 322 | 1 411 268 | 14 732 775 | 298 998 | 10 931 367 | 16 200 000 | 50 373 720 | 1 447 541 | 17 482 775 | 330 376 | 10 252 008 | 21 300 000 | 57 283 102 | 7,3% | |
| 40 | M.J.L.S. | 468 211 | 628 052 | 2 198 841 | 165 000 | 1 200 000 | 0 | 4 660 104 | 508 150 | 2 385 841 | 157 658 | 1 466 783 | 0 | 5 084 679 | 0,7% | |
| 41 | M.F.A.S.S.N.H.P.T.A. | 1 100 364 | 592 445 | 1 632 078 | 258 474 | 510 658 | 0 | 4 084 019 | 1 746 420 | 705 420 | 234 400 | 705 420 | 230 000 | 4 809 358 | 6,6% | |
| 44 | M.E.S.R.S. | 17 808 891 | 1 629 417 | 18 024 156 | 402 892 | 2 322 956 | 3 495 000 | 43 773 151 | 19 047 712 | 1 683 357 | 18 449 156 | 302 603 | 2 450 000 | 46 802 134 | 6,34% | |
| 45 | M.A.F.E.J.F. | 257 895 | 416 241 | 8 692 392 | 372 056 | 531 421 | 2 000 000 | 11 940 850 | 319 663 | 8 623 677 | 434 850 | 1 100 455 | 1 200 000 | 12 485 146 | 1,7% | |
| 51 | M.T.P.T. | 1 258 558 | 675 000 | 2 749 225 | 63 040 | 15 834 808 | 36 767 000 | 57 348 529 | 827 014 | 732 628 | 2 762 334 | 44 428 | 26 326 407 | 16 650 000 | 47 468 901 | 6,9% |
| 52 | M.T.F.P. | 1 297 160 | 487 277 | 1 869 741 | 358 151 | 429 759 | 0 | 4 401 088 | 1 313 554 | 666 882 | 2 018 894 | 358 411 | 659 382 | 5 018 143 | 0,9% | |
| 53 | M.P.A.L. | 197 862 | 496 637 | 395 663 | 98 817 | 264 849 | 0 | 1 454 828 | 207 545 | 446 973 | 30 680 | 235 140 | 0 | 1 376 051 | 0,19% | |
| 54 | M.P.S.C. | 9 539 268 | 2 340 228 | 2 340 228 | 2 340 228 | 1 270 000 | 0 | 16 308 496 | 9 573 783 | 1 106 000 | 2 108 300 | 235 140 | 0 | 19 307 748 | 2,8% | |
| 61 | M.O.G.L.A.A.T. | 793 218 | 1 542 593 | 5 657 891 | 400 133 | 13 000 000 | 3 000 000 | 24 383 525 | 877 574 | 1 635 839 | 5 529 146 | 11 662 937 | 3 000 000 | 23 066 837 | 3,19% | |
| 62 | M.E.M.P. | 70 209 869 | 8 492 502 | 15 956 112 | 2 372 273 | 7 897 051 | 5 737 000 | 107 664 807 | 80 521 457 | 7 838 735 | 2 265 046 | 11 004 545 | 0 | 115 626 816 | 16,00% | |
| 63 | M.E.S.F.T.P.R.L.J. | 35 322 460 | 3 420 493 | 4 516 628 | 1 159 270 | 2 588 300 | 1 150 000 | 48 167 181 | 38 735 612 | 3 443 921 | 1 039 270 | 3 048 923 | 4 120 000 | 52 860 000 | 8,74% | |
| 64 | M.A.E.L.A.F.B.E. | 13 747 767 | 5 535 183 | 108 395 | 1 169 844 | 1 000 000 | 0 | 14 504 589 | 5 715 625 | 1 034 615 | 965 237 | 1 034 615 | 0 | 22 339 625 | 3,09% | |
| 65 | M.D.A.E.P. | 834 000 | 551 822 | 807 087 | 181 989 | 7 289 000 | 7 289 000 | 12 246 726 | 591 044 | 882 200 | 281 989 | 3 358 086 | 3 800 000 | 9 548 724 | 1,3% | |
| 70 | M.O.C.E.M.I.P./P.R. | 210 225 | 501 281 | 187 396 | 231 560 | 1 000 000 | 1 300 000 | 3 312 462 | 239 845 | 1 171 601 | 162 630 | 2 163 287 | 0 | 3 220 844 | 0,45% | |
| 72 | M.C.A.P. | 1 022 451 | 1 574 799 | 2 205 967 | 1 022 451 | 1 022 451 | 0 | 6 857 933 | 1 574 799 | 2 205 967 | 859 793 | 150 000 | 0 | 5 942 110 | 0,82% | |
| TOTAL 1 | | 231 596 103 | 63 950 105 | 108 291 820 | 19 821 156 | 125 590 915 | 148 772 000 | 695 122 099 | 63 259 583 | 116 091 889 | 17 486 637 | 143 000 000 | 129 800 000 | 722 677 605 | 100,00% | |
| Dette publique | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 98 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 119 447 000 | 47,8% | |
| Dépenses communes | | 38 943 897 | 7 751 199 | 262 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 47 947 096 | 8 293 567 | 292 000 | 0 | 0 | 0 | 48 629 071 | 10,22% | |
| Dépenses directes | | 200 000 | 17 924 036 | 2 060 000 | 0 | 0 | 0 | 20 214 036 | 16 883 213 | 2 060 000 | 0 | 0 | 0 | 19 173 213 | 8,3% | |
| Interventions publiques | | 17 000 000 | 2 000 000 | 35 488 769 | 0 | 0 | 0 | 35 488 769 | 2 000 000 | 40 120 111 | 0 | 0 | 0 | 40 120 111 | 17,22% | |
| Dép. d'exercices clos | | 0 | 0 | 400 000 | 0 | 0 | 0 | 19 400 000 | 0 | 400 000 | 0 | 0 | 0 | 17 400 000 | 7,51% | |
| TOTAL 2 | | 56 143 897 | 27 675 235 | 35 230 769 | 1 000 000 | 0 | 0 | 218 359 901 | 27 146 780 | 42 602 111 | 0 | 0 | 0 | 231 689 395 | 100,00% | |
| Fonds Nat. Régionales du Bénin | | 248 846 | 723 846 | 39 600 000 | 227 508 | 0 | 0 | 40 000 000 | 724 000 | 43 300 000 | 261 000 | 0 | 0 | 44 500 000 | 80,16% | |
| Caisse Autonome d'Innov. | | 1 415 000 | 332 000 | 281 000 | 153 000 | 0 | 0 | 1 900 000 | 382 000 | 1 415 000 | 141 000 | 0 | 0 | 2 000 000 | 3,60% | |
| Fonds Roulant | | 329 465 | 8 384 515 | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 | 9 000 000 | 8 384 515 | 281 000 | 25 000 | 0 | 0 | 9 000 000 | 16,22% | |
| TOTAL 3 | | 1 993 131 | 9 420 381 | 39 881 000 | 465 508 | 0 | 0 | 51 700 000 | 9 470 515 | 43 581 000 | 427 000 | 0 | 0 | 55 500 000 | 100,00% | |
| TOTALS 1, 2 & 3 (hors CST) | | 289 733 131 | 100 046 701 | 183 403 589 | 21 326 664 | 125 590 915 | 148 772 000 | 965 182 000 | 99 876 878 | 202 675 000 | 17 913 637 | 143 000 000 | 129 800 000 | 1 009 847 600 | 4,63% | |
| COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 51 807 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 34 647 000 | -32,55% | |
| TOTAL GENERAL | | 289 733 131 | 100 046 701 | 183 403 589 | 21 326 664 | 125 590 915 | 148 772 000 | 1 016 989 000 | 99 876 878 | 202 675 000 | 17 913 637 | 143 000 000 | 129 800 000 | 1 044 494 600 | -2,25% | |

X

A- BUDGET GENERAL DE L'ETAT, GESTION 2013

1-DEPENSES REPARTIES

19/12/12 5:37 PM

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|---|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|---|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| 20 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 635 590 | 3 770 447 | 45 000 | 763 390 | 1 177 420 | 0 | 6 391 847 |
| 10 | ASSEMBLEE NATIONALE | 5 059 205 | 3 749 679 | 161 500 | 348 250 | 0 | 0 | 9 318 634 |
| 11 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 652 489 | 338 099 | 2 241 | 43 205 | 0 | 0 | 1 036 034 |
| 12 | COUR SUPREME | 1 066 676 | 591 802 | 287 786 | 30 414 | 0 | 0 | 1 976 678 |
| 13 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 1 096 445 | 371 932 | 34 000 | 38 729 | 0 | 0 | 1 541 106 |
| 14 | HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO- VISUEL ET DE LA COMMUNICATION | 639 502 | 506 671 | 50 000 | 202 000 | 0 | 0 | 1 398 173 |
| 15 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 271 332 | 275 498 | 41 368 | 49 351 | 0 | 0 | 637 549 |
| 21 | PRIMATURE | 261 910 | 945 000 | 650 000 | 250 000 | 329 196 | 0 | 2 436 106 |
| 22 | M. D. N. | 33 319 244 | 5 248 402 | 250 428 | 1 319 320 | 2 351 399 | 0 | 42 488 793 |
| 25 | M. E. F. | 8 007 883 | 2 076 143 | 2 329 201 | 2 007 082 | 12 211 217 | 2 800 000 | 29 431 526 |
| 26 | M. J. L. D. H. | 3 898 264 | 3 426 229 | 445 092 | 94 316 | 3 574 126 | 700 000 | 12 138 027 |
| 28 | M. C. R. I. | 237 213 | 603 769 | 294 048 | 250 894 | 188 112 | 0 | 1 574 036 |
| 32 | M. C. T. I. C. | 439 497 | 497 509 | 3 011 346 | 67 220 | 3 978 566 | 2 170 000 | 10 164 138 |
| 33 | M. I. C. P. M. E. | 1 110 529 | 729 645 | 1 674 290 | 317 916 | 2 727 622 | 5 200 000 | 11 760 002 |
| 34 | M. E. H. U. | 2 238 165 | 849 459 | 1 924 874 | 231 655 | 11 504 545 | 19 600 000 | 36 348 698 |
| 36 | M. S. | 19 095 568 | 7 229 439 | 18 286 711 | 1 003 646 | 11 474 825 | 14 700 000 | 71 790 189 |
| 37 | M. E. R. P. M. E. D. E. R. | 1 236 956 | 903 597 | 454 105 | 207 461 | 11 098 601 | 31 400 000 | 45 300 720 |
| 38 | M. C. A. A. T. | 809 722 | 765 854 | 2 514 699 | 162 050 | 1 194 510 | 530 000 | 5 976 835 |
| 39 | M. A. E. P. | 6 470 312 | 1 447 541 | 17 482 775 | 330 376 | 10 252 098 | 21 300 000 | 57 283 102 |
| 40 | M. J. S. L. | 506 150 | 568 247 | 2 385 841 | 157 658 | 1 466 783 | 0 | 5 084 679 |
| 41 | M. F. A. S. S. N. H. P. T. A. | 1 074 841 | 592 445 | 1 745 252 | 231 400 | 705 420 | 250 000 | 4 599 358 |
| 44 | M. E. S. R. S. | 19 047 712 | 1 683 397 | 18 449 156 | 362 603 | 3 809 266 | 2 450 000 | 45 802 134 |
| 49 | M. M. E. J. F. | 319 663 | 576 501 | 8 823 677 | 434 850 | 1 100 455 | 1 230 000 | 12 485 146 |
| 51 | M. T. P. T. | 827 014 | 732 628 | 2 782 334 | 88 428 | 26 328 497 | 16 650 000 | 47 408 901 |
| 52 | M. T. F. P. | 1 313 554 | 666 892 | 2 018 894 | 358 411 | 658 392 | 0 | 5 016 143 |
| 53 | M. R. A. I. | 207 545 | 446 973 | 395 663 | 90 680 | 235 140 | 0 | 1 376 001 |
| 60 | M. I. S. P. C. | 9 573 783 | 2 289 148 | 1 106 000 | 2 106 300 | 4 232 517 | 0 | 19 307 748 |
| 61 | M. D. G. L. A. A. T. | 877 574 | 1 635 839 | 5 525 946 | 364 367 | 11 662 937 | 3 000 000 | 23 066 663 |
| 62 | M. E. M. P. | 80 521 457 | 7 938 735 | 13 897 133 | 2 265 046 | 11 004 545 | 0 | 115 626 916 |
| 63 | M. E. S. F. T. P. R. I. J. | 35 735 612 | 3 443 921 | 5 474 294 | 1 039 270 | 3 046 923 | 4 120 000 | 52 860 020 |
| 64 | M. A. E. I. A. F. B. E. | 14 504 389 | 5 715 625 | 119 359 | 965 937 | 1 034 615 | 0 | 22 339 925 |
| 65 | M. D. A. E. P. | 591 604 | 583 937 | 952 208 | 281 989 | 3 338 986 | 3 800 000 | 9 548 724 |
| 70 | M. D. C. E. M. I. P. | 239 645 | 483 781 | 171 601 | 162 630 | 2 163 287 | 0 | 3 220 944 |
| 73 | M. C. A. P. | 1 052 451 | 1 574 799 | 2 305 067 | 859 793 | 150 000 | 0 | 5 942 110 |
| | TOTAL | 252 939 496 | 63 259 583 | 116 091 889 | 17 486 637 | 143 000 000 | 129 900 000 | 722 677 605 |

12

2-DEPENSES NON REPARTIES ET DETTES PUBLIQUES

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | DETTE PUBLIQUE | - | - | - | | - | | 110 447 000 |
| | DEPENSES COMMUNES | 35 973 504 | 8 263 567 | 292 000 | 0 | - | | 44 529 071 |
| | DEPENSES DIVERSES | 200 000 | 16 883 213 | 2 090 000 | | - | | 19 173 213 |
| | DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES | | | 40 120 111 | | - | | 40 120 111 |
| | DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS | 15 000 000 | 2 000 000 | 400 000 | | - | | 17 400 000 |
| | TOTAL | 51 173 504 | 27 146 780 | 42 902 111 | 0 | 0 | 0 | 231 669 395 |

B - BUDGET ANNEXE GESTION 2013

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|--|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN (FONCTION) | 215 000 | 724 000 | | 261 000 | | | 1 200 000 |
| | FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN (PENSIONS) | | | 43 300 000 | | | | 43 300 000 |
| | TOTAL | 215 000 | 724 000 | 43 300 000 | 261 000 | 0 | 0 | 44 500 000 |

C - AUTRES BUDGETS GESTION 2013

(En Milliers de Francs)

| SEC-TIONS | DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| | CAISSE AUTONOME D'AMORT. | 1 477 000 | 382 000 | | 141 000 | | | 2 000 000 |
| | FONDS ROUTIER | 329 485 | 8 364 515 | 281 000 | 25 000 | | | 9 000 000 |

D - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2013

| DESIGNATION | DEPENSES DE PERSONNEL | ACHATS DE BIENS ET SERVICES | DEPENSES DE TRANSFERT | ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS | DEPENSES EN CAPITAL | | TOTAL PAR SECTION |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | FINANCEMENT INTERIEUR | FINANCEMENT EXTERIEUR | |
| OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE | - | - | - | - | - | - | 4 580 000 |
| OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF | - | - | - | - | - | - | 30 067 000 |
| TOTAL | | | | | | | 34 647 000 |

| | |
|----------------------|----------------------|
| TOTAL GENERAL | 1 044 494 000 |
|----------------------|----------------------|

4.

LISTE DES RUBRIQUES DONT LES CREDITS SONT EVALUATIFS,
GESTION 2013

| CODIFICATION | LIBELLE |
|--------------------------|---------------------------|
| 25 90 006 941 02 | Dépenses d'Exercices Clos |
| 25 90 001 911 00 | Dettes Publiques |
| 25 4 95 001 951 00 64 37 | Retraites et Pensions |

b.

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

10 ASSEMBLEE NATIONALE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| AN | 2 | 1100111100 | ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE | 61 |

11 COUR CONSTITUTIONNELLE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| CC | 2 | 1100113100 | ADMINISTRATION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE | 61 |

12 COUR SUPREME

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|------------------------|--------|
| CS | 2 | 1000113200 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| CS | 2 | 1100113200 | CABINET DU PRESIDENT | 61 |
| CS | 2 | 1100213200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| CS | 2 | 1200113200 | CHAMBRE ADMINISTRATIVE | 61 |
| CS | 2 | 1200313200 | CHAMBRE JUDICIAIRE | 61 |
| CS | 2 | 1200413200 | CHAMBRE DES COMPTES | 61 |
| CS | 2 | 1200713200 | PARQUET GENERAL | 61 |
| CS | 2 | 1200813200 | GREFFE CENTRAL | 61 |

13 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| CES | 2 | 1100114100 | ADMINISTRATION DU CONSEIL ECONOMIQUE & SOCIAL | 61 |

14 HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL & DE LA COMMUNICATION

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| HAAC | 2 | 1100115100 | ADMINISTRATION DE LA HAUTE INSTITUTION | 61 |

15 HAUTE COUR DE JUSTICE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| HCJ | 2 | 1100113100 | ADMINISTRATION DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

20 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| PR | 2 | 1100112100 | CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE | 61 |
| PR | 2 | 3200231200 | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 61 |
| PR | 2 | 3200435500 | SERVICE DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION | 61 |
| PR | 2 | 5200953100 | CELLULE DE COMMUNICATION | 61 |

21 PRIMATURE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| PM | 2 | 1100112400 | CABINET DU PREMIER MINISTRE | 61 |
| PM | 2 | 1100612400 | SECRETARIAT PERMANENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE DENATIONALISATION | 61 |
| PM | 2 | 3100131200 | SECRETARIAT GENERAL DE LA PRIMATURE | 61 |
| PM | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DE LA PRIMATURE | 61 |
| PM | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| PM | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| PM | 2 | 3200333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |

22 MINISTERE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MCDN | 2 | 2100121100 | CABINET | 61 |
| MCDN | 2 | 2100221100 | SERVICES COMMUNS DE LA DEFENSE NATIONALE | 61 |
| MCDN | 2 | 2200122100 | COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE | 61 |
| MCDN | 2 | 2200223100 | COMMANDEMENT DES FORCES AERIENNES | 61 |
| MCDN | 2 | 2200324100 | COMMANDEMENT DES FORCES NAVALES | 61 |
| MCDN | 2 | 2200426100 | DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE | 61 |
| MCDN | 2 | 2302321100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A LA MISSION PERMANENTE DU BENIN AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK | 61 |
| MCDN | 2 | 2302421100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A BRUXELLES | 61 |
| MCDN | 2 | 2302521100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A PARIS | 61 |
| MCDN | 2 | 2302621100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A ABUJA | 61 |
| MCDN | 2 | 2302721100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A BEIJING | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|--|----|
| MCDN | 2 | 2302921100 | POSTE D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A WASHINGTON | 61 |
| MCDN | 2 | 2303021100 | poste D'ATTACHE MILITAIRE DE DEFENSE A L'AMBASSADE DU BENIN A BERLIN | 61 |

25 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MEF | 2 | 3100131100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MEF | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 61 |
| MEF | 2 | 3100332700 | CONTRÔLE FINANCIER | 61 |
| MEF | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MEF | 2 | 3200234400 | DIR. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MEF | 2 | 3200332200 | DIR. GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES | 61 |
| MEF | 2 | 3200432400 | DIR. GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE | 61 |
| MEF | 2 | 3200532300 | DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS | 61 |
| MEF | 2 | 3200632500 | DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 61 |
| MEF | 2 | 3200935700 | DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE | 61 |
| MEF | 2 | 3202031100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MEF | 2 | 3202133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MEF | 2 | 3204534300 | DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES | 61 |
| MEF | 2 | 3400134800 | CENTRE NATIONAL DE FORMATION COMPTABLE | 61 |
| MEF | 2 | 7200771400 | DIRECTION GENERALE DU MATERIEL ET DE LA LOGISTIQUE | 61 |
| MEF | 2 | 7200871400 | DIRECTION NATIONALE DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS | 61 |

26 MINISTERE DE LA JUSTICE DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MJLDH | 2 | 2000128100 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| MJLDH | 2 | 2100128100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2100328100 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200128100 | DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET PENALES | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200228200 | COUR D'APPEL DE COTONOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200428100 | DIRECTION DE LA LEGISLATION, DE LA CODIFICATION ET DES SCEAUX | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200628300 | DIRECTION DES DROITS DE L'HOMME | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200728300 | DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2200834400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|-------|---|------------|---|----|
| MJLDH | 2 | 2200928400 | DIR DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET DE L'ASSISTANCE SOCIALE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2201028300 | CENTRE NATIONAL DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2202828300 | CENTRE REGIONAL DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DE PARAKOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203028200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203128200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PORTO-NOVO | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203228200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE OUIDAH | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203328200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LOKOSSA | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203428200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE D'ABOMEY | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203528200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PARAKOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203628200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KANDI | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203728200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE NATITINGOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2203928200 | COUR D'APPEL DE PARAKOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204028200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE D'ABOMEY-CALAVI | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204228300 | CENTRE REGIONAL DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE D'APLAHOUE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204528200 | COUR D'APPEL D'ABOMEY | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204628200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE ALLADA | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204728200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE POBE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204828200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE SAVALOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 2204928200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE D'APLAHOUE | 61 |
| MJLDH | 2 | 2205028200 | TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DJOUGOU | 61 |
| MJLDH | 2 | 3100132700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MJLDH | 2 | 3204031100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MJLDH | 2 | 3204133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MJLDH | 2 | 3204335500 | CENTRE DE DOCUMENTATIONA ET D'INFORMATION JURIDIQUE | 61 |
| MJLDH | 2 | 7200671400 | CELLULE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS | 61 |

28 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MCRI | 2 | 1100116100 | CABINET | 61 |
| MCRI | 2 | 1200812300 | CELLULE DE COMMUNICATION | 61 |
| MCRI | 2 | 1200912300 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES DYNAMIQUES SOCIALES (ex-DROSC) | 61 |
| MCRI | 2 | 1201112400 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ETHIQUE ET DE LA CITOYENNETE (ex-DBGPC) | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|---|----|
| MCRI | 2 | 1301012300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE OUEME/PLATEAU | 61 |
| MCRI | 2 | 1301312300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE ATACORA/DONGA | 61 |
| MCRI | 2 | 1301412300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE ATLANT/LITTORL | 61 |
| MCRI | 2 | 1301512300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE BORGOU/ALIBORI | 61 |
| MCRI | 2 | 1301612300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE MONO/COUFFO | 61 |
| MCRI | 2 | 1301812300 | DIRECTION DEPART. DE LA PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE ZOU/COLLINES | 61 |
| MCRI | 2 | 3100231200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MCRI | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MCRI | 2 | 3200312300 | DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS | 61 |
| MCRI | 2 | 3200431100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MCRI | 2 | 3200633100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MCRI | 2 | 3200732700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MCRI | 2 | 5200654400 | CENTRE DE PROMOTION DE LA SOCIETE CIVILE | 61 |

32 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MCTIC | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MCTIC | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MCTIC | 2 | 3202531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MCTIC | 2 | 3202633100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MCTIC | 2 | 5100151100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MCTIC | 2 | 5201953100 | DIRECTION DU BUREAU REGIONAL DE L'INFORMATION | 61 |
| MCTIC | 2 | 5202853100 | DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS | 61 |
| MCTIC | 2 | 5202953500 | DIRECTION GENERALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 61 |
| MCTIC | 2 | 5203053100 | DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE LA REGLEMENTATION | 61 |
| MCTIC | 2 | 5400153200 | AGENCE BENIN PRESSE | 61 |

33 MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|----------------------------------|--------|
| MICPME | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MICPME | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|--------|---|------------|--|----|
| MICPME | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MICPME | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MICPME | 2 | 3200533100 | DIRECT. DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MICPME | 2 | 3400234800 | CENTRE DE PERFECT.ET D'ASSISTANCE EN GESTION DES ENTREPRISES | 61 |
| MICPME | 2 | 8100181100 | CABINET | 61 |
| MICPME | 2 | 8200387200 | DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL | 61 |
| MICPME | 2 | 8200781500 | DIRECTION GENERALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DU SECTEUR PRIVE | 61 |
| MICPME | 2 | 8201081500 | CELLULE D'APPUI TECHNIQUE | 61 |
| MICPME | 2 | 8202881300 | DIRECTION GENERALE DU COMMERCE INTERIEUR | 61 |
| MICPME | 2 | 8202981400 | DIRECTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR | 61 |
| MICPME | 2 | 8300281500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DE L'ATACORA DONGA | 61 |
| MICPME | 2 | 8300381500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DE L'ATLANTIQUE LITTORAL | 61 |
| MICPME | 2 | 8300481500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DU BORGOU ALLIBORI | 61 |
| MICPME | 2 | 8300981500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DU MONO COUFFO | 61 |
| MICPME | 2 | 8301081500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DE L'OUÉMÉ PLATEAU | 61 |
| MICPME | 2 | 8301281500 | DIR. DÉPART. DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES PME DU ZOU COLLINE | 61 |
| MICPME | 2 | 8400181400 | AGENCE BENINOISE DE PROMOTION DES ECHANGES COMMERCIAUX | 61 |
| MICPME | 2 | 8400287500 | AGENCE NATIONALE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE | 61 |
| MICPME | 2 | 8400681500 | AGENCE NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 61 |
| MICPME | 2 | 8400781200 | AGENCE BENINOISE DE NORMALISATION ET DE GESTION DE LA QUALITE | 61 |
| MICPME | 2 | 8400881200 | AGENCE BENINOISE DE METROLOGIE ET DE CONTROLE DE LA QUALITE | 61 |

34 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MEHU | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MEHU | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MEHU | 2 | 3200134400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MEHU | 2 | 3200231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MEHU | 2 | 3200333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MEHU | 2 | 5200153500 | DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE PRE-ARCHIVAGE | 61 |
| MEHU | 2 | 7100174100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|--|----|
| MEHU | 2 | 7200472300 | DIRECTION GENERALE DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION | 61 |
| MEHU | 2 | 7200572200 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECOCITOYENNETE | 61 |
| MEHU | 2 | 7200774200 | DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT | 61 |
| MEHU | 2 | 7200872700 | INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL | 61 |
| MEHU | 2 | 7201572400 | DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT URBAIN | 61 |
| MEHU | 2 | 7202771500 | COMMISSION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE (CNDD) | 61 |
| MEHU | 2 | 7202972300 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES METIERS | 61 |
| MEHU | 2 | 7203272100 | CENATEL | 61 |
| MEHU | 2 | 7204174500 | FONDS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT (FNE) | 61 |
| MEHU | 2 | 7301374100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ATACORA/DONGA | 61 |
| MEHU | 2 | 7301474100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ATLANTIQUE/LITTORAL | 61 |
| MEHU | 2 | 7301574100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME BORGOU/ALIBORI | 61 |
| MEHU | 2 | 7301674100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME MONO/COUFFO | 61 |
| MEHU | 2 | 7301774100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME OUEME/PLATEAU | 61 |
| MEHU | 2 | 7301874100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ZOU/COLLINES | 61 |
| MEHU | 2 | 7403472100 | AGENCE POUR LA REHABILITATION DE LA VILLE DE PORTO-NOVO | 61 |
| MEHU | 2 | 8201284100 | DIRECTION GENERALE DES FORETS ET DES RESSOURCES NATURELLES | 61 |
| MEHU | 2 | 8203784100 | CENTRE NATIONAL DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE | 61 |
| MEHU | 2 | 8206884300 | CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE EN FORESTERIE | 61 |
| MEHU | 2 | 8400284300 | OFFICE NATIONAL DU BOIS | 61 |

36 MINISTERE DE LA SANTE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MS | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MS | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MS | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MS | 2 | 3200833100 | DIR, DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MS | 2 | 6100161100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MS | 2 | 6200362300 | DIRECTION DES PHARMACIES DU MEDICAMENT ET DES EXPLORATIONS DIAGNOSTIQUES | 61 |
| MS | 2 | 6200461100 | DIRECTION NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE | 61 |
| MS | 2 | 6200662500 | DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|----|---|------------|---|----|
| MS | 2 | 6201064200 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES SOINS INFIRMIERS ET OBSTETRIQUES | 61 |
| MS | 2 | 6201763500 | CENTRE DE PNEUMO PHTISIOLOGIE DE COTONOU | 61 |
| MS | 2 | 6202264200 | DIRECTION NATIONALE DES ETABLISSEMENTS HOPITALIERS ET DE SOINS | 61 |
| MS | 2 | 6202361400 | DIRECTION DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE EN SANTE | 61 |
| MS | 2 | 6202461300 | DIRECTION GENERALE DU LABORATOIRE NATIONAL DE CONTROLE DE QUALITE DES MEDICAMENTS | 61 |
| MS | 2 | 6300263100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'ATACORA | 61 |
| MS | 2 | 6300363100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| MS | 2 | 6300463100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU BORGOU | 61 |
| MS | 2 | 6300963100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU MONO | 61 |
| MS | 2 | 6301063100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DE L'OUEME | 61 |
| MS | 2 | 6301263100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU ZOU | 61 |
| MS | 2 | 6400363200 | CENTRE NATIONAL HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE | 61 |
| MS | 2 | 7200471100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |

37 MINISTERE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|-----------|-------|------------|--|--------|
| MERPMEDER | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 3200131200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 3200431100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL (EX DA) | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 3200534400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 3201033100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7100176100 | CABINET | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7200276100 | DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7200373100 | DIRECTION GENERALE DE L'EAU | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7200676200 | AGENCE DE CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES (CONTRELEC) | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7201576400 | AGENCE BENINOISE D'ELECTRIFICATION RURALE ET DE MAITRISE D'ENERGIE | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7201675100 | OFFICE BENINOIS DES HYDROCARBURES (EX BOP) | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 7202275100 | DIRECTION GENERALE DES HYDROCARBURES ET AUTRES COMBUSTIBLES FOSSILES | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8200686200 | DIRECTION GENERALE DES MINES | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8300286200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DE L'ATACORA-DONGA | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|-----------|---|------------|--|----|
| MERPMEDER | 2 | 8300386200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DE L'ATLANTIQUE-LITTORAL | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8300486200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DU BORGOU-ALIBORI | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8300986200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MONO-COUFFO | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8301086200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DE L'OUEME-PLATEAU | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8301286200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENERGIE DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DU ZOU-COLLINES | 61 |
| MERPMEDER | 2 | 8400186300 | OFFICE BENINOIS DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES | 61 |

38 MINISTERE DE LA CULTURE DE L'ALPHABETISATION DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MCAAT | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MCAAT | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MCAAT | 2 | 3200433100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MCAAT | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MCAAT | 2 | 3200634400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MCAAT | 2 | 4100148300 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MCAAT | 2 | 4101048300 | DIRECTION DU CONTROLE DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT ET DES INNOVATIONS PEDAGOGIQUES | 61 |
| MCAAT | 2 | 4201148300 | DIRECTION DE L'ALPHABETISATION ET DE L'EDUCATION DES ADULTES | 61 |
| MCAAT | 2 | 4201448300 | DIRECTION NATIONALE DE LA PROMOTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE | 61 |
| MCAAT | 2 | 4202048300 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES | 61 |
| MCAAT | 2 | 4202148300 | FONDS D'AIDE A L'ALPHABETISATION ET A L'EDUCATION EN LANGUES NATIONALES | 61 |
| MCAAT | 2 | 4301348300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME DE L'ATACORA-DONGA | 61 |
| MCAAT | 2 | 4301448300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME DE L'ATLANTIQUE-LITTORAL | 61 |
| MCAAT | 2 | 4301548300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME DU BORGOU-ALIBORI | 61 |
| MCAAT | 2 | 4301648300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME DU MONO-COUFFO | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|-------|---|------------|---|----|
| MCAAT | 2 | 4301748300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES DE L'OUEME-PLATEAU | 61 |
| MCAAT | 2 | 4301848300 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME DU ZOU-COLLINES | 61 |
| MCAAT | 2 | 5200452200 | DIRECTION DU PATRIMOINE CULTUREL | 61 |
| MCAAT | 2 | 5200552200 | DIRECTION DE LA PROMOTION ARTISTIQUE ET CULTUREL | 61 |
| MCAAT | 2 | 5201152200 | DIRECTION DE LA CINEMATOGRAPHIE, DE L'IMAGE ANIMEE ET DE L'AUDIOVISUEL | 61 |
| MCAAT | 2 | 5201752200 | FONDS D'AIDE A LA CULTURE | 61 |
| MCAAT | 2 | 5201852200 | ENSEMBLE ARTISTIQUE NATIONAL (BALLET) | 61 |
| MCAAT | 2 | 5209352200 | BIBLIOTHEQUE NATIONALE | 61 |
| MCAAT | 2 | 5209552300 | FONDS DE DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE CULTUREL | 61 |
| MCAAT | 2 | 5400252400 | BUREAU BENINOIS DES DROITS D'AUTEUR | 61 |
| MCAAT | 2 | 7201971100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |
| MCAAT | 2 | 8204688200 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA PROMOTION DU TOURISME | 61 |
| MCAAT | 2 | 8205088200 | FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE PROMOTION TOURISTIQUES | 61 |
| MCAAT | 2 | 8208388300 | DIRECTION DE L'ARTISANAT ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES | 61 |
| MCAAT | 2 | 8208488300 | DIRECTION DE L'APPRENTISSAGE ET DES METIERS ARTISANAUX | 61 |
| MCAAT | 2 | 8208688200 | DIRECTION DES PROFESSIONS ET DES ETABLISSEMENTS TOURISTIQUES | 61 |
| MCAAT | 2 | 8208788200 | DIRECTION DE L'ANIMATION ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUES | 61 |
| MCAAT | 2 | 8209888200 | AGENCE BENINOISE POUR LA RECONCILIATION ET LE DEVELOPPEMENT | 61 |
| MCAAT | 2 | 8400288300 | CENTRE DE PROMOTION DE L'ARTISANAT | 61 |
| MCAAT | 2 | 8400888200 | AGENCE BENINOISE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA ZONE DE LA ROUTE DES PÊCHES | 61 |

39 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MAEP | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MAEP | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GÉNÉRAL | 61 |
| MAEP | 2 | 3201334400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MAEP | 2 | 3203133100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MAEP | 2 | 3203231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MAEP | 2 | 4201147300 | INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE AU BENIN | 61 |
| MAEP | 2 | 8100182100 | CABINET | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|--|----|
| MAEP | 2 | 8200382200 | DIRECTION DE L'AGRICULTURE | 61 |
| MAEP | 2 | 8200482400 | DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE LA LEGISLATION RURALE | 61 |
| MAEP | 2 | 8200582200 | DIRECTION DU GENIE RURAL | 61 |
| MAEP | 2 | 8200682500 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA QUALITE ET DU CONDITIONNEMENT DES PRODUITS | 61 |
| MAEP | 2 | 8200785100 | DIRECTION DE L'ELEVAGE | 61 |
| MAEP | 2 | 8200985700 | DIRECTION DES PECHEES | 61 |
| MAEP | 2 | 8202783600 | ONASA | 61 |
| MAEP | 2 | 8203082600 | DIRECTION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION APPLIQUEE (DANA/CHNO) | 61 |
| MAEP | 2 | 8204482400 | DIRECTION DU CONSEIL AGRICOLE ET DE LA FORMATION | 61 |
| MAEP | 2 | 8301382700 | CERPA ATACORA - DONGA | 61 |
| MAEP | 2 | 8301482700 | CERPA ATLANTIQUE - LITTORAL | 61 |
| MAEP | 2 | 8301582700 | CERPA BORGOU - ALIBORI | 61 |
| MAEP | 2 | 8301682700 | CERPA MONO - COUFFO | 61 |
| MAEP | 2 | 8301782700 | CERPA OUEME - PLATEAU | 61 |
| MAEP | 2 | 8301882700 | CERPA ZOU - COLLINES | 61 |
| MAEP | 2 | 8400682300 | OFFICE NATIONAL DE SOUTIEN DES REVENUS AGRICOLES (ONS) | 61 |

40 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MJSL | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MJSL | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MJSL | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE PROSPECTIVE | 61 |
| MJSL | 2 | 3206531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MJSL | 2 | 3206633100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MJSL | 2 | 3206935600 | DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA REGLEMENTATION | 61 |
| MJSL | 2 | 5100151100 | CABINET | 61 |
| MJSL | 2 | 5200351100 | DIRECTION DES LOISIRS | 61 |
| MJSL | 2 | 5201454200 | FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOP. JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 61 |
| MJSL | 2 | 5202554200 | DIRECTION DU SPORT D'ELITE | 61 |
| MJSL | 2 | 5202654200 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DU SPORT DES JEUNES ET DU SPORT POUR TOUS | 61 |
| MJSL | 2 | 5202754500 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS | 61 |
| MJSL | 2 | 5202854400 | DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE | 61 |
| MJSL | 2 | 5204454400 | CENTRE MULTIMEDIA ADO. JEUNES BENIN | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|---|----|
| MJSL | 2 | 5207254200 | CENTRE MEDICO-SPORTIF DU BENIN | 61 |
| MJSL | 2 | 5207854200 | OFFICE BENINOIS DES SPORTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES | 61 |
| MJSL | 2 | 5301351100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS ATACORA-DONGA | 61 |
| MJSL | 2 | 5301451100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS ATLANTIQUE-LITTORAL | 61 |
| MJSL | 2 | 5301551100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS BORGOU-ALIBORI | 61 |
| MJSL | 2 | 5301651100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS MONO-COUFFO | 61 |
| MJSL | 2 | 5301751100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS OUEME-PLATEAU | 61 |
| MJSL | 2 | 5301851100 | DIRECTION DEPART. DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS ZOU-COLLINES | 61 |
| MJSL | 2 | 5400154200 | COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF BENINOIS | 61 |
| MJSL | 2 | 6200568700 | DIRECTION DE L'ENTREPRENARIAT ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES | 61 |

41 **MINISTERE DE LA FAMILLE DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SOLIDARITE NATIONALE DES HANDICAPES ET DES PERSONNES DE TROISIEME AGE**

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|------------|-------|------------|--|--------|
| MFASSNHPTA | 2 | 3100231200 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 3203531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 3203533100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6100166100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6200367100 | DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE (ex-DDPS) | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6203766300 | DIRECTION DE LA READAPTATION ET DE L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6203866200 | DIRECTION DE LA FAMILLE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (ex-DEA) | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6204066200 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DU GENRE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6205466300 | FONDS D'APPUI A LA READAPTATION ET A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6205766100 | DIRECTION DES PERSONNES DU TROISIEME AGE | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6300266100 | DIRECTION DÉP. DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DE L'ATACORA/DONGA | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6300366100 | DIRECTION DÉP. DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DE L'ATLANTIQUE/LITTORAL | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6300466100 | DIRECTION DÉP. DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DU BORGOU/ BORGOU | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6300966100 | DIRECTION DÉP. DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DU MONO/COUFFO | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6301066100 | DIRECTION DÉP. DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DE L'OUEME/PLATEAU | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------------|---|------------|---|----|
| MFASSNHPTA | 2 | 6301266100 | DIR. DÉP.DE LA FAMILLE DE LA PROTECTION SOC. & DE LA SOLIDARITÉ DU ZOU/COLLINES | 61 |
| MFASSNHPTA | 2 | 6400168100 | FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE | 61 |

44 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MESRS | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MESRS | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MESRS | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MESRS | 2 | 3200433100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MESRS | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MESRS | 2 | 4000145100 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| MESRS | 2 | 4100141100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MESRS | 2 | 4200746100 | DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (DGES) | 61 |
| MESRS | 2 | 4200941100 | DIRECT. DES BOURSES ET SECOURS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES (EX DBSU) | 61 |
| MESRS | 2 | 4201345200 | INSTITUT NATIONAL MEDICO-SANITAIRE (INMeS) | 61 |
| MESRS | 2 | 4201447200 | DIRECTION DU LABORATOIRE DES STUPÉFIANTS | 61 |
| MESRS | 2 | 4202747200 | DIRECTION NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | 61 |
| MESRS | 2 | 4202841100 | DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS | 61 |
| MESRS | 2 | 4203646200 | CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES DE L'UAC | 61 |
| MESRS | 2 | 4205547100 | DIRECTION DE LA COOPERATION UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE | 61 |
| MESRS | 2 | 4211346200 | CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES DE L'UP | 61 |
| MESRS | 2 | 4400146300 | UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI | 61 |
| MESRS | 2 | 4400246400 | INSTITUT DES SCIENCES BIO-MÉDICALES AVANCÉES | 61 |
| MESRS | 2 | 4400646300 | UNIVERSITE DE PARAKOU | 61 |
| MESRS | 2 | 4400746100 | OFFICE DU BACCALAUREAT | 61 |
| MESRS | 2 | 4402046400 | HAUTE ECOLE REGIONALE DU COMMERCE INTERNATIONAL (HERCI) | 61 |
| MESRS | 2 | 4404447200 | CENTRE BÉNINOIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | 61 |
| MESRS | 2 | 7200171100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS | 61 |

49 MINISTERE DE LA MICROFINANCE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--------------|--------|
| MMEJF | 2 | 3100131100 | CABINET | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|-------|---|------------|---|----|
| MMEJF | 2 | 3100231100 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MMEJF | 2 | 3100231200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MMEJF | 2 | 3201234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MMEJF | 2 | 3201333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MMEJF | 2 | 3201431100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MMEJF | 2 | 3202532900 | FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE | 61 |
| MMEJF | 2 | 3202632900 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA MICROFINANCE | 61 |
| MMEJF | 2 | 3202733400 | FONDS NATIONAL POUR LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES | 61 |
| MMEJF | 2 | 3301532900 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA MICROFINANCE ET L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES: BORGOU/ALIBORI | 61 |
| MMEJF | 2 | 3301832900 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA MICROFINANCE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES: ZOU/COLLINES | 61 |
| MMEJF | 2 | 8200481500 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI | 61 |
| MMEJF | 2 | 8400581100 | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI | 61 |

51 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MTPT | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MTPT | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MTPT | 2 | 3200134400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MTPT | 2 | 3200231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MTPT | 2 | 3200333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MTPT | 2 | 4200347200 | DIRECTION DES ETUDES TECHNIQUES | 61 |
| MTPT | 2 | 7100171100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MTPT | 2 | 7201277200 | DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS | 61 |
| MTPT | 2 | 7201377300 | DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS TERRESTRES | 61 |
| MTPT | 2 | 7201477900 | DIRECTION NATIONALE DE LA METEOROLOGIE | 61 |
| MTPT | 2 | 7301377200 | DIRECTION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS ATACORA - DONGA | 61 |
| MTPT | 2 | 7301477100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS ATLANTIQUE - LITTORAL | 61 |
| MTPT | 2 | 7301577100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS BORGOU - ALIBORI | 61 |
| MTPT | 2 | 7301677100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS MONO - COUFFO | 61 |
| MTPT | 2 | 7301777100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS OUEME - PLATEAU | 61 |
| MTPT | 2 | 7301877100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS ZOU - COLLINES | 61 |
| MTPT | 2 | 7400277300 | CENTRE NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

52 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MTFP | 2 | 3000133100 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| MTFP | 2 | 3100133100 | CABINET | 61 |
| MTFP | 2 | 3200235500 | DIRECTION DU CONTENTIEUX ET DES ARCHIVES | 61 |
| MTFP | 2 | 3200333800 | DIRECTION DU RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT | 61 |
| MTFP | 2 | 3200834400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MTFP | 2 | 3200933200 | COMMISSION NATIONALE DE VERIFICATION DE L'AUTHENTICITE DES DIPLOMES | 61 |
| MTFP | 2 | 3201533200 | COMITE DE SUIVI DES PARTIS VOLONTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE | 61 |
| MTFP | 2 | 3201633200 | CONSEIL DE DISCIPLINE | 61 |
| MTFP | 2 | 3202933800 | DIRECTION GENERALE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE L'EMPLOYABILITE | 61 |
| MTFP | 2 | 3203233200 | DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE | 61 |
| MTFP | 2 | 3203433400 | DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL | 61 |
| MTFP | 2 | 3204231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MTFP | 2 | 3204333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MTFP | 2 | 3300233100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DE L'ATACORA | 61 |
| MTFP | 2 | 3300333100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DE L'ATLANT. | 61 |
| MTFP | 2 | 3300433100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU BORGOU | 61 |
| MTFP | 2 | 3300933100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU MONO | 61 |
| MTFP | 2 | 3301033100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DEL'OUEME | 61 |
| MTFP | 2 | 3301233100 | DIR.DEPART.DE LA FONCT.PUBL.DU TRAV.DU ZOU | 61 |
| MTFP | 2 | 4400145200 | CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DES ENTREPRISES | 61 |
| MTFP | 2 | 6400266800 | INSTITUT DE FORMATION SOCIALE ECONOMIQUE ET CIVIQUE | 61 |

53 MINISTERE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MRAI | 2 | 3100133100 | CABINET | 61 |
| MRAI | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MRAI | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MRAI | 2 | 3200131100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MRAI | 2 | 3200233100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MRAI | 2 | 3200334400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|---|----|
| MRAI | 2 | 3200433300 | DIRECTION DES PROGRAMMES DE REFORMES ADMINISTRATIVES | 61 |
| MRAI | 2 | 3200533300 | DIRECTION DES PROGRAMMES DE REFORMES INSTITUTIONNELLES | 61 |
| MRAI | 2 | 3200733300 | DIRECTION DE L'OBSERVATOIRE ET DE LA PROMOTION DES REFORMES | 61 |
| MRAI | 2 | 3203833100 | DIRECTION DES HAUTS EMPLOIS TECHNIQUES | 61 |

60 MINISTERE DE L'INTERIEUR DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DES CULTES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MISPC | 2 | 2200327100 | DIR. DE LA PREVENT. & PROTEC. CIVILE | 61 |
| MISPC | 2 | 2200425200 | DIR. GENERALE DE LA POLICE NATIONALE | 61 |
| MISPC | 2 | 2200525100 | DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE PUBLIQUE | 61 |
| MISPC | 2 | 2200625100 | DIRECTION DE LA COOPERATION TECHNIQUE DE SECURITE | 61 |
| MISPC | 2 | 2201125100 | DIR. DU GROUPEM. NAT. DES SAPEURS POMPIERS | 61 |
| MISPC | 2 | 3100136100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MISPC | 2 | 3100325100 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MISPC | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MISPC | 2 | 3200236100 | DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES INTERIEURES | 61 |
| MISPC | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MISPC | 2 | 3200634400 | DIR. DE LA PROGRAM. & DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MISPC | 2 | 3200733100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MISPC | 2 | 3202136500 | COMMISSION NATIONALE DES FRONTIERES | 61 |
| MISPC | 2 | 3204035100 | CONAMO | 61 |
| MISPC | 2 | 7200778300 | DIRECTION DES TRANSMISSIONS | 61 |
| MISPC | 2 | 7204778400 | DIRECTION DES CHIFFRES ET DE LA SECURITE DES TELECOMMUNICATIONS | 61 |

61 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MDGLAAT | 2 | 3100136100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3100236100 | INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3200136100 | DIRECTION GENERALE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (DGDGL) | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3200634400 | DIR. DE LA PROGRAM. & DE LA PROSPECTIVE | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|---------|---|------------|---|----|
| MDGLAAT | 2 | 3200733100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3201136100 | DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION D'ETAT | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 3201536300 | MAISON DES COLLECTIVITES LOCALES | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 7200572200 | DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 61 |
| MDGLAAT | 2 | 7200778300 | DIRECTION DES TRANSMISSIONS | 61 |

62 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MEMP | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MEMP | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MEMP | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MEMP | 2 | 3200331100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MEMP | 2 | 3201233100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MEMP | 2 | 3203835500 | DIRECTION DE LA MEDIATHEQUE DE L'EDUCATION | 61 |
| MEMP | 2 | 4000141100 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| MEMP | 2 | 4100141100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MEMP | 2 | 4101641200 | INSPECTION GENERALE PEDAGOGIQUE DU MINISTERE (Ex - DIP) | 61 |
| MEMP | 2 | 4200442300 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | 61 |
| MEMP | 2 | 4200841100 | DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS | 61 |
| MEMP | 2 | 4202542300 | ENI PORTO-NOVO | 61 |
| MEMP | 2 | 4202642300 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCOLARISATION | 61 |
| MEMP | 2 | 4202842200 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL | 61 |
| MEMP | 2 | 4202941200 | DIR DES ETABL. PRIVES DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE | 61 |
| MEMP | 2 | 4203342300 | ENI ABOMEY | 61 |
| MEMP | 2 | 4203642300 | ENI DJOUGOU | 61 |
| MEMP | 2 | 4203941100 | DIRECTION DE LA DECENTRALISATION, DE L'EDUCATION ET DE LA COOPERATION | 61 |
| MEMP | 2 | 4204042300 | ENI ALLADA | 61 |
| MEMP | 2 | 4204142300 | ENI DOGBO | 61 |
| MEMP | 2 | 4204342300 | ENI KANDI | 61 |
| MEMP | 2 | 4300241200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ATACORA | 61 |
| MEMP | 2 | 4300341200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| MEMP | 2 | 4300441200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU BORGOU | 61 |
| MEMP | 2 | 4300941200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU MONO | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------|---|------------|---|----|
| MEMP | 2 | 4301041200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'OUÉMÉ | 61 |
| MEMP | 2 | 4301241200 | DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT DU ZOU | 61 |
| MEMP | 2 | 4400345300 | INSTITUT NATIONAL POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE EN EDUCATION | 61 |
| MEMP | 2 | 5201052100 | DIRECTION DE LA COMMISSION BÉNINOISE POUR L'UNESCO | 61 |
| MEMP | 2 | 7202771100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |

63 **MINISTERE DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES**

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|-----------|-------|------------|--|--------|
| MESFTPRIJ | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 3200234400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 3200433100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 3200531100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 3206535500 | MEDIATHEQUE NATIONALE DE L'EDUCATION | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4000145100 | CHARGES COMMUNES | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4100141100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4200543100 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4200644100 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4200844100 | DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4200944100 | DIRECTION DE L'INSPECTION, DU CONTRÔLE ET DE L'INNOVATION PEDAGOGIQUE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4201045100 | DIRECTION DE L'APPRENTISSAGE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4206344100 | DIRECTION DES ETABLISSEMENTS PRIVES | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4206445200 | CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS D'ENCADREMENT DE L'EDUCATION | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4300241200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ATACORA-DONGA | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4300341200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ATLANTIQUE-LITTORAL | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4300441200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU BORGOU-ALIBORI | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4300941200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU MONO-COUFFO | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 4301041200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'OUEME-PLATEAU | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|-----------|---|------------|---|----|
| MESFTPRIJ | 2 | 4301241200 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU ZOU-COLLINES | 61 |
| MESFTPRIJ | 2 | 7205071100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 61 |

64 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|----------|-------|------------|---|--------|
| MAEIAFBE | 2 | 1100116100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1100416100 | DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES BENINOIS DE L'EXTERIEUR | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200116100 | DIRECTION EUROPE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200216100 | DIRECTION AMERIQUE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200316100 | DIRECTION AFRIQUE ET MOYEN ORIENT | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200416100 | DIRECTION ASIE ET OCEANIE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200516100 | DIR. DES AFF. JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200616100 | DIRECTION DU PROTOCOLE D'ETAT | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200716100 | DIR. DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200816100 | DIR. DES AFF. CONSULAIRES ET COMMUNAUTAIRES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1200916400 | DIR. DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES INTERNATIONALES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1201016300 | DIRECTION DE L'INTEGRATION AFRICAINE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1201116300 | DIRECTION DES OPERATIONS DU MAINTIEN DE LA PAIX | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1201116700 | DIR. NATIONALE DE L'INTERPRETATION ET DE LA TRADUCTION | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1201416100 | CELLULE D'ANALYSES STRATEGIQUES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1201516100 | DIRECTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1202016100 | AGENCE NATIONALE DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300116500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ACCRA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300216500 | AMBASSADE DU BÉNIN À BEIJING (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300416500 | AMBASSADE DU BÉNIN À BRUXELLES (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300516500 | AMBASSADE DU BÉNIN À KINSHASA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300616500 | AMBASSADE DU BÉNIN À LAGOS (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300716500 | AMBASSADE DU BÉNIN À LA HAVANE (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300816500 | AMBASSADE DU BÉNIN À LIBREVILLE (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1300916500 | AMBASSADE DU BÉNIN À MOSCOU (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301016500 | AMBASSADE DU BÉNIN À NEW YORK(POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301116500 | AMBASSADE DU BÉNIN À NIAMEY (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|----------|---|------------|--|----|
| MAEIAFBE | 2 | 1301216500 | AMBASSADE DU BÉNIN À OTTAWA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301316500 | AMBASSADE DU BÉNIN À PARIS(POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301416500 | DÉLÉGATION PERMANENTE DU BÉNIN À L'UNESCO (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301516500 | AMBASSADE DU BÉNIN À TRIPOLI (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301616500 | AMBASSADE DU BÉNIN À WASHINGTON (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301716500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ABIDJAN (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301816500 | AMBASSADE DU BÉNIN À RABAT (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1301916500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ABUJA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302016500 | AMBASSADE DU BÉNIN À PRETORIA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302116500 | AMBASSADE DU BENIN A RIYAD | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302216500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ABU DHABI | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302316500 | AMBASSADE DU BÉNIN À GENEVE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302416500 | AMBASSADE DU BENIN AU KOWEIT | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302516500 | AMBASSADE DU BENIN A TOKYO | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302616500 | AMBASSADE DU BENIN A ADDIS-ABEBA | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302816500 | AMBASSADE DU BENIN A NEW-DELHI | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1302916500 | AMBASSADE DU BENIN A COPENHAGUE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303016500 | AMBASSADE DU BENIN A BRASILIA | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303116500 | CONSULAT GENERAL DU BENIN A PARIS | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303216500 | CONSULAT DU BENIN A DJEDDAH | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303416500 | AMBASSADE DU BENIN A BERLIN | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303516500 | AMBASSADE DU BÉNIN À DOHA (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303616500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ROME SAINT-SIEGE (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1303716500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ROME-QUIRINAL (POSTE DIPLOMATIQUE) | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 1400216300 | OBSERVATOIRE DE L'INTEGRATION REGIONALE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 3200934400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 3201331100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 3201433100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 4200946400 | INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES ETUDES STRATEGIQUES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 5201253100 | DIR. DE LA COMMUNICATION, DE LA DOCUMENTATION ET DES RELATIONS CULTURELLES | 61 |
| MAEIAFBE | 2 | 7201878300 | DIRECTION DES CHIFFRES ET DE LA SECURITE DES TELECOMMUNICATIONS | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

65 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|---|--------|
| MDAEP | 2 | 3100131100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3100431200 | SECRETARIAT GENERAL | 61 |
| MDAEP | 2 | 3200234200 | INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3200234400 | DIR. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3200334500 | DIRECTION GENERALE DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (EX DGCEXD) | 61 |
| MDAEP | 2 | 3202031100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |
| MDAEP | 2 | 3203434100 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3203734100 | DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT | 61 |
| MDAEP | 2 | 3203833100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MDAEP | 2 | 3204532700 | DIRECTION GENERALE DU SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES | 61 |
| MDAEP | 2 | 3205934100 | APPUI AU FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE DE GLODJIGBE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3206034300 | CENTRE DE PARTENARIAT ET D'EXPERTISE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3300234100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ATACORA | 61 |
| MDAEP | 2 | 3300334100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ATLANTIQUE | 61 |
| MDAEP | 2 | 3300434100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU BORGOU | 61 |
| MDAEP | 2 | 3300934100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU MONO | 61 |
| MDAEP | 2 | 3301034100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'OUEME | 61 |
| MDAEP | 2 | 3301234100 | DIR. DEPART. DE LA PROSPECTIVE ET DU DEVELOPPEMENT DU ZOU | 61 |
| MDAEP | 2 | 6202667100 | OBSERVATOIRE DU CHANGEMENT SOCIAL | 61 |
| MDAEP | 2 | 8200481500 | CENTRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS | 61 |
| MDAEP | 2 | 8202082600 | DIRECTION NATIONALE DU PAM | 61 |

70 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHARGE DE L'ECONOMIE MARITIME ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|------------|-------|------------|---|--------|
| MDCEMIP/PR | 2 | 3100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 3100331200 | SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 3200134400 | DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 3200231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU MATERIEL | 61 |

LISTE DES ARTICLES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS

| | | | | |
|------------|---|------------|---|----|
| MDCEMIP/PR | 2 | 3200333100 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 5200153500 | DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DU PRE ARCHIVAGE | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 7100171100 | CABINET DU MINISTRE | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 7200171100 | DIRECTION NATIONALE DES PORTS | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 7200371100 | DIRECTION DES TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIO-LAGUNAIRES | 61 |
| MDCEMIP/PR | 2 | 7200577600 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 61 |

73 MINISTERE CHARGE DES AFFAIRES PRESIDENTIELLES

| LIBELLE | TITRE | CHAPITRE | DESTINATIONS | COMPTE |
|---------|-------|------------|--|--------|
| MCAP | 2 | 1100112100 | CABINET DU MINISTERE | 61 |
| MCAP | 2 | 1100812100 | MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE (ex-MEDIATEUR A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE) | 61 |
| MCAP | 2 | 1200112200 | GRANDE CHANCELLERIE DE L'ORDRE NAT. DU BENIN | 61 |
| MCAP | 2 | 1200916400 | BUREAU SHERPA | 61 |
| MCAP | 2 | 1202112400 | HAUT COMMISSARIAT A LA GOUVERNANCE CONCERTEE | 61 |
| MCAP | 2 | 2100128200 | CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE | 61 |
| MCAP | 2 | 2201028100 | AGENCE JUDICIAIRE DU TRESOR | 61 |
| MCAP | 2 | 2400121900 | OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE | 61 |
| MCAP | 2 | 3100932700 | INSPECTION GENERALE D'ETAT | 61 |
| MCAP | 2 | 3200535200 | DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL | 61 |
| MCAP | 2 | 3200735500 | DIRECTION DES ARCHIVES NATIONALES | 61 |
| MCAP | 2 | 3201834300 | CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE | 61 |
| MCAP | 2 | 7200378300 | DIRECT. GENERALE DES CHIFFRES ET DE LA SECURITE DES TELECOMMUNICATIONS | 61 |
| MCAP | 2 | 7200571400 | AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ex-CNRMP) | 61 |

Nombre de lignes : 574